

« Libération », 27 mai 2014

## Les migrants de Calais, pestiférés de la République

Le préfet a décidé d'expulser un campement proche du port et prévoit de traiter les nombreux malades de la gale lors de leur évacuation

par Haydée Sabéran

A Calais, le café Au pied du phare a vue sur le port, et sur les migrants, un bric-à-brac de bâches bleues et de palettes. Les quelque 500 personnes qui y vivent doivent être expulsées et en même temps elles seront soignées de la gale, le préfet du Pas-de-Calais l'a décidé. Ce matin, plus tard ? On ne sait pas. Ces derniers jours, des migrants ont déjà pris les devants en rejoignant des dunes voisines.

En face, Sylvie, commerciale au chômage, a accroché une banderole à son balcon : « *La France, terre d'accueil, honteux !* ». Elle a posé des statuettes de Bouddha sur le parapet, d'où elle se penche pour expliquer : « *Je suis émue de ce qui arrive. Où ils vont aller ? C'est inhumain. On a tous le même sang* ». Elle leur a porté des sacs pour leurs affaires, avant que le campement soit rasé. De l'autre côté de la rue, au bar, un client hausse les épaules. « *Le problème, ils vont jamais le régler. Les migrants sont là, ils vont aller ailleurs. Ça s'arrêtera jamais* ».

### Passerelle

Calais attend une nouvelle expulsion de jungle. Sur le campement, Afghans, Iraniens, Syriens, Egyptiens ont l'air encore plus perdus que d'habitude. Mohammad, 14 ans, égyptien, saute sur une planche posée entre deux voies ferrées désaffectées, en guise de trampoline. Plus loin, un homme jongle des pieds avec une pierre comme si c'était un ballon.

Sur le port, ils sont là depuis huit mois. Le conseil régional, qui possède le terrain, les avait autorisés à s'installer en octobre après une manifestation sur une passerelle du port de Syriens, révoltés qu'on ne les laisse pas aller demander l'asile en Angleterre. Ils étaient une vingtaine, depuis, d'autres sont arrivés. Les Africains, surtout des Ethiopiens et Erythréens, sont un peu plus loin, sur les quais, avec vue sur les péniches de touristes. Au café, Mélanie dit qu'elle n'a « *rien contre eux. Ce sont des êtres humains. Mais ça nous a porté préjudice. Les patrons routiers interdisent à leurs chauffeurs de se garer là, par peur d'avoir des migrants dans leurs camions. Du coup, d'une cinquantaine de couverts par jour, on est passé à dix* ».

Esmail, Kurde d'Iran, 26 ans, mince, une gueule d'acteur de cinéma, secoue la tête : « *Je n'ai pas de chance.* » Il a les yeux rivés sur l'Angleterre. « *Je suis bijoutier, je suis peintre, je sais conduire, je connais la calligraphie, je sais cuisiner, et je connais l'agriculture. Je sais tout faire.* » Sauf passer en Angleterre. « *Presque toutes les nuits j'essaie. Je suis arrivé il y a vingt-deux jours, j'ai essayé 18 fois. Aux contrôles du port, ça passe. Au contrôle des policiers français aussi. Mais pas au contrôle des Anglais. Ils ont des chiens* ».

Les migrants mettent en moyenne quatre mois à passer. Un Afghane : « *Tu y arriveras, Dieu est grand* ». Esmail hausse les épaules : « *Ma mère me manque, mon père me manque. Ma sœur me*

*manque.*» Un Afghan aux yeux bridés, une blessure suintant à travers un pansement dans la main : «*Que vont-ils faire de nous ? On sera expulsé vers l'Afghanistan ?*» Philippe Wannesson, blogueur et soutien des migrants, lui conseille de faire appel avant 48 heures s'il est placé en rétention. Une salariée de France Terre d'asile lui explique qu'il ne sera pas logé s'il n'est pas mineur, ou demandeur d'asile. Pourquoi sont-ils si nombreux soudain ? «*Ils arrivent plus vite qu'avant. Les autorités italiennes ne prennent plus leurs empreintes digitales tout de suite, du coup ils ne traînent plus en Italie*», explique Vincent De Coninck, délégué du Secours catholique du Pas-de-Calais. «*Certains sont à Calais quatre jours à peine après la Libye*».

## **Colère**

Il est furieux de la tournure que prennent les événements : quelque 150 migrants sur 700 seraient porteurs de la gale à Calais, et le préfet a décidé de les faire traiter en même temps qu'il expulse les camps. Le Secours catholique a refusé d'être «*complice*» d'une opération qui briserait la confiance avec les migrants. Même colère chez Jean-François Corty, médecin, et directeur des opérations France à Médecins du Monde (MDM). «*Une opération thérapeutique en même temps qu'une expulsion, c'est insupportable.*» Ce qui était prévu : une distribution de médicaments antigale hier soir, à la distribution du repas, et des douches aujourd'hui, en même temps que l'expulsion. «*Une parodie de prise en charge médicale, dit Jean-François Corty, l'expulsion va dégrader leur vie. Il y a une non-volonté de protéger, à part les mineurs isolés et les demandeurs d'asile. Ils sont traités comme des êtres non humains.*» MDM distribuera des tentes, et des sacs de couchage aux migrants où ils s'installeront, et réfléchit à une opération «*plus consistante, comme pour un camp de réfugiés à l'international*». Hier, la préfecture du Pas-de-Calais annonçait une conférence de presse pour ce matin.

[http://www.liberation.fr/societe/2014/05/27/les-migrants-de-calais-pestiferes-de-la-republique\\_1028371](http://www.liberation.fr/societe/2014/05/27/les-migrants-de-calais-pestiferes-de-la-republique_1028371)

« La Croix », 3 juillet 2014

## À Calais, malgré la fermeture du camp, les migrants rêvent encore d'Angleterre

Après l'évacuation d'un camp de migrants à Calais, les acteurs associatifs locaux qui les aident s'attendent à les voir revenir. La ville continue d'attirer tous ceux qui rêvent de passer en Angleterre et préfèrent ne pas demander d'asile en France

par Pascal Charrier

Méthodiquement, la pelle mécanique arrache du sol valises, débris, tentes de camping déchirées qu'elle amasse en tas. En principe, tout ce qui est récupérable a déjà été trié. Jusqu'à 800 migrants, candidats au passage en Angleterre, ont dormi sur ce terrain goudronné de la rue de Moscou, à deux pas du centre-ville et de la zone portuaire. [Mercredi 2 juillet, à 6 heures du matin](#), ce camp improvisé sur un lieu de distribution de nourriture a été démantelé par les forces de l'ordre.

Les policiers ont appliqué une décision de justice du tribunal administratif de Lille, prise il y a une semaine, le vendredi 27 juin. Ce jugement en référé faisait à la suite de la plainte de la mairie de Calais demandant cette expulsion pour des « raisons sanitaires ».

[Le 28 mai déjà, un autre campement](#), situé juste à côté, avait été détruit, poussant des centaines de personnes à s'entasser rue de Moscou. Entre eux, les habitués appelaient cet endroit « Salam », du nom de l'une des organisations qui y distribuaient des repas.

### « Dès mardi prochain, ils seront presque tous de retour »

En tout, 540 étrangers en exil, dont 121 mineurs, en ont été évacués. Ils ont été rejoints par 70 autres, arrêtés dans des immeubles squattés de la ville. Des bus les ont conduits vers des centres de rétention ou d'hébergement, en dehors de Calais, et des procédures administratives ont été ouvertes. « *Dès mardi prochain, ils seront presque tous de retour, à part quelques Algériens ou Marocains qui auront des obligations de quitter le territoire français* », pronostique [Christian Salomé, président de l'Auberge des migrants](#), une autre association distribuant de la nourriture.

Ce responsable associatif a vu le nombre de repas fortement augmenter en un an, pour passer de 150 à 800 par jour. Selon lui, la multiplication récente des conflits au Moyen-Orient et en Afrique a encore accentué l'attrait du Royaume-Uni pour les milliers d'Afghans, de Syriens, d'Irakiens, de Soudanais ou Érythréens, qui se relaient sur la rive française de la Manche depuis plus de dix ans, en espérant pouvoir se glisser dans un camion en transit vers l'Angleterre.

### « En France, vous attendez des années et vous vous retrouvez à la rue »

Ni la fermeture du camp de Sangatte, en 2002, ni la destruction de la « jungle », un vaste campement aménagé sur un terrain vague, en 2009, n'ont enrayé le phénomène. « *En Angleterre, quand vous déposez une demande d'asile, votre dossier est traité en six mois et vous êtes hébergé immédiatement*, reprend Christian Salomé. *En France, vous attendez des années et vous vous retrouvez à la rue. En plus, la plupart ont déjà laissé leurs empreintes dans d'autres pays européens et craignent d'y être renvoyés.* »

D'ailleurs, le dispositif « exceptionnel » présenté le 18 juin par le préfet pour encourager les demandes d'asile à Calais, n'a pas été un franc succès. Seules 115 personnes se sont présentées. *« Personne n'a la solution, soupire encore Christian Salomé. On ne peut pas renvoyer quelqu'un dans un pays en guerre et on ne peut pas l'obliger à demander l'asile. Même la minorité qui a déposé un dossier préfère rester ici. Ils se sentent mieux que dans un centre d'hébergement d'urgence et se retrouvent en groupe. De toute façon, ils vont réessayer de passer en Angleterre. »*

### **« On n'a fait que déplacer le problème »**

Tous les migrants n'ont d'ailleurs pas été interpellés mercredi 2 juillet. Certains ont réussi à fuir ou avaient quitté le camp principal les jours précédents. D'autres étaient déjà installés dans des petites « jungles » reconstituées. En tout, ils seraient 300 ou 400 à être toujours à Calais et, dès le soir de l'expulsion, les distributions de repas ont repris, à l'autre extrémité de la rue de Moscou.

Des bénévoles avaient sillonné la ville pour indiquer ce nouveau point de rendez-vous. *« On est tombés sur un petit groupe de jeunes Érythréens, arrivés il y a deux ou trois jours, raconte Christine, avec son gilet blanc de Médecins du monde. Ils avaient l'air complètement perdus, ils ne comprenaient pas ce qui s'était passé. »*

Quelques-uns ont été difficiles à convaincre de revenir dans le secteur. *« J'ai peur des policiers »,* explique un jeune Malien, avant d'accepter une part de blanquette de veau. Des représentants des forces de l'ordre observent d'ailleurs la scène, de loin. *« On n'a fait que déplacer le problème »,* reconnaît un policier en tenue. D'autres migrants préfèrent rester à l'écart. *« Il y en a qui ont peur, mais aussi qui viennent d'arriver et ne nous connaissent pas, commente Philippe Wannesson, blogueur local très impliqué dans l'aide aux migrants. Il y a aussi ceux qui font le Ramadan, d'autres qui ont encore assez d'argent pour s'acheter à manger ou sont trop loin. »*

### **« On traite ces gens comme des chiens »**

Mercredi 2 juillet au soir, l'Auberge des migrants a organisé une tournée vers les « jungles » excentrées. Première destination, un camp d'une cinquantaine de Soudanais. Les informations ont vite circulé. Ils savent ce qui s'est passé dans le centre-ville et refusent poliment les plats chauds transportés dans des grandes marmites. *« On a de quoi acheter à manger et on ne veut pas d'ennuis, explique, en anglais, l'un d'entre eux. Si vous commencez à nous amener de la nourriture ici, cela va attirer d'autres personnes et on va avoir des problèmes. »*

Le petit convoi repart vers les dunes, où dorment cette fois des Afghans. Eux acceptent. Le contact est très chaleureux. *« À Calais, on fait le tour du monde sans bouger, plaisante un des bénévoles, Yves. Mais on ne sait pas en profiter. On traite ces gens comme des chiens. »*

Les moteurs sont remis en marche. Rahmajan, un Afghan salarié de l'Auberge des migrants, ouvre la route. Il a contacté trois de ses compatriotes, qui l'attendent sur le parking d'un supermarché. L'un vient juste d'échouer dans sa tentative de passer en Angleterre. Il a été repéré par des chiens. Il en rigole. Son programme ? *« Sleep and try » – « dormir et essayer »,* encore et encore, de franchir la frontière.

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/A-Calais-malgre-la-fermeture-du-camp-les-migrants-reve-nt-encore-d-Angleterre-2014-07-03-1174070>

**AFP 12 juillet 2014**

## Calais: 300 à 400 personnes manifestent leur soutien aux migrants

Quelque 300 à 400 personnes, selon la police et les organisateurs, ont participé samedi à Calais à un rassemblement de soutien aux migrants.

« Nous dénonçons la situation vécue par les migrants, les expulsions, les violences policières, les pressions à la fois sur les migrants et les bénévoles », a déclaré Séverine Mayer, porte-parole du collectif Calais Ouverture Humanité.

Les manifestants, parmi lesquels de nombreux bénévoles membres d'associations qui viennent en aide aux migrants qui tentent depuis Calais de rejoindre la Grande-Bretagne, ont défilé dans le calme dans le centre-ville.

« Solidarité avec les exilés », scandaient-ils en brandissant des banderoles qui proclamaient « Dignité et respect pour les migrants sans papiers » ou des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « Stop violence ».

« Je dis merci à tous nos amis français, vous faites de votre mieux pour nous, je pense que le bien va gagner contre le mal », a lancé un migrant soudanais devant la mairie de Calais.

### **Un arrêté « anti-bivouac et anti-regroupement »**

[La mairie UMP de Calais \(Pas-de-Calais\) avait pris jeudi un arrêté « anti-bivouac et anti-regroupement »](#), visant les migrants qui souhaitent passer en Angleterre [sans les nommer explicitement](#).

Une vingtaine de secteurs de Calais sont concernés par cette interdiction, notamment dans le centre-ville et la zone portuaire, où plusieurs centaines de candidats à l'exil campent, en attendant de pouvoir passer en Grande-Bretagne.

Le 3 juillet, la police avait évacué le principal campement de migrants accueillant plus de 500 personnes, installé dans une zone de distribution de repas offerts par des bénévoles dans le quartier portuaire, ainsi que trois squats. Plus de 200 personnes avaient été placées dans des centres de rétention en région parisienne, à Lille, Rennes et Metz.

Au [cours](#) des cinq premiers mois de l'année, quelque 3.000 clandestins ont été interceptés à Calais contre 300 durant la même période en 2013.

<http://www.leparisien.fr/nord-pas-de-calais/calais-300-a-400-personnes-manifestent-leur-soutien-aux-migrants-12-07-2014-3996687.php>

« L'Humanité », 12 juillet 2014

## Dans l'impasse, les migrants de Calais s'organisent

A l'issue d'une manifestation de solidarité samedi après-midi à Calais, une centaine de migrants ont investi une entreprise inoccupée. Des dizaines de soutiens ont apporté nourriture, tentes et couvertures

par Benoît Delrue

Rares sont ceux qui étaient dans la confiance. La manifestation de solidarité avec les migrants, samedi après-midi à Calais, a débouché sur l'ouverture d'un nouveau squat où une centaine de migrants prévoyaient déjà de dormir le soir même. Une information bien gardée pour mener à bien l'opération, soigneusement organisée.

Près de cinq cents migrants, soutiens de Calais et d'ailleurs ont manifesté, samedi, à l'appel des associations les plus investies. Le rassemblement, qui s'est fait aux coups de 14 heures sur la place d'armes, en centre-ville, a vu de nombreux militants associatifs, des membres du PCF, du PG, du NPA, des Verts, mais surtout une participation en nette hausse des Calaisiens eux-mêmes.

« *J'habite rue Royale, j'ai l'habitude de voir les manifs de soutien de chez moi* », glisse Guillaume, la vingtaine. « *Aujourd'hui, nous étions clairement deux à trois fois plus nombreux que d'habitude !* ». La raison ? L'escalade répressive mise en œuvre par la mairie et le gouvernement à l'encontre des immigrés, venus pour la plupart rejoindre l'Angleterre, et bloqués dans la plus grande ville du Pas-de-Calais.

Fin mai, les principaux camps ont été évacués, obligeant les migrants à vivre sur le lieu de distribution des repas, où plusieurs associations se relayaient d'ordinaire pour fournir un repas par jour. Ce camp provisoire, où se trouvaient des centaines d'hommes, femmes et enfants, s'est - à son tour - fait évacuer par les CRS le 2 juillet, en même temps qu'étaient démantelés trois squats accueillant des dizaines d'immigrés.

Dix jours après ces épisodes répressifs, aucune solution n'a été apportée - les migrants vivent toujours là, mais dans des conditions encore plus précaires. Eparpillés, ils n'ont plus accès ni aux toilettes, ni aux douches. Ce 12 juillet, nombreux étaient les Calaisiens qui n'avaient encore participé à aucune manifestation ; mais qui se sont soulevés pour aider les migrants, améliorer dès maintenant leur quotidien et trouver avec eux une solution durable. Et il y a fort à parier que la manifestation du jour restera dans les esprits. Par la masse des cortèges, la fanfare qui insufflait de l'énergie, les multiples pancartes et banderoles (« Ouverture des frontières », « Pasqua, Hortefeux, Besson, Valls, Cazeneuve... Comme d'habitude »), mais surtout par son parcours. Car après être passé devant l'Hôtel de ville, où plusieurs prises de paroles ont dénoncé les arrêtés municipaux pris par Jacqueline Bouchart (UMP), c'est vers l'impasse des Salines que les cortèges, fournis, se sont rendus.

Une initiative solidaire aménage un squat pour les migrants et l'équipe en vivres

Au bout de cette impasse qui jouxte le lycée Sophie Berthelot, se trouve l'entreprise Galloo Littoral, fermée depuis deux ans. Cachée par un petit mur, elle est composée d'un grand hangar, d'une maisonnette adjacente, et d'un terrain suffisamment grand pour accueillir des dizaines de tentes. Ici, les manifestants étaient attendus par d'autres militants proches du collectif No border, qui avaient mis en place le matériel élémentaire pour ouvrir un squat. Aidés d'un camion prêté par Emmaüs Dunkerque, ils ont acheminé une trentaine de bidons d'eau, des dizaines de cageots de fruits et légumes récupérés sur les marchés, des kilos de semoules et de pâtes, des plats pour bébés, des couvertures en bon nombre, et surtout un groupe électrogène, permettant de recharger les portables – souvent le seul outil de communication des immigrants. *« Tous les migrants qui le souhaitent peuvent être hébergés ici. Tous les soutiens qui le souhaitent peuvent venir ici, apporter quelque chose ou aider »*, précisait, au mégaphone, l'un des militants de No border au visage caché. *« Nous avons respecté toutes les règles : cela fait plus de 48 heures qu'une personne (membre du collectif, NDLR) vit ici, cela a été constaté par une lettre distribuée par La Poste. Dès lors, il faut une procédure judiciaire pour déloger les squatteurs et en attendant, la maison est légalement à nous. Quoiqu'il en soit, plus on sera nombreux, et plus on aura de chances de tenir ! »*.

A la fin de la journée, les premières tentes étaient amenées sur place, les vivres stockés dans la maisonnette, tandis qu'à l'entrée de l'impasse des Salines – où il n'y a pas de domiciles - des militants barraient la route avec leurs banderoles. Un concert était annoncé, tandis que des dizaines de militants s'affairaient à cuisiner, à préparer la soirée, ou à récupérer de larges poutres pour former une barrière dissuasive face à la police. En retrait, la plupart des migrants exprimaient leur joie devant un tel bric-à-brac, bien que les difficultés des dernières semaines se lisaient sur certains visages fermés.

L'initiative, préparée depuis des jours, a été largement saluée par les participants à la manifestation. *« Nous n'étions pas au courant, mais c'est ça ou la rue alors franchement, j'espère qu'ils vont rester là le plus longtemps possible »*, témoignait Cécile, coordinatrice de Médecins du monde présente sur place. L'associative ne cache pas son exaspération du rôle tenu par les pouvoirs publics ; à plusieurs reprises, et la dernière fois le 2 juillet, elle a vu tout le matériel humanitaire fourni par Médecins du monde aux migrants (tentes, couvertures, kit d'hygiène) entièrement détruit par la police. *« En tout cas, nous serons toujours là pour aider directement les migrants, et pour combattre cette situation inadmissible »*.

<http://www.humanite.fr/dans-limpasse-les-migrants-de-calais-sorganisent-547258>

« la Voix du Nord », 13 juillet 2014

## Nouveau squat à Calais : le propriétaire des lieux a déposé plainte

Un nouveau squat a été dévoilé samedi, à l'issue de la manifestation organisée par un collectif d'associations de soutien aux migrants. Ce squat, d'une superficie de 12 000m<sup>2</sup> se situe au bout de l'impasse des Salines, près du centre-ville de Calais, dans l'ancien site de recyclage de matériaux des sociétés Vandamme puis Galloo...

par Eric Dauchart

L'entreprise Galloo n'était que locataire des lieux, qu'elle a quittés depuis plus d'un an pour recentrer ses activités à Bourbourg. Le site appartient donc toujours à une société détenue par la famille de Fabien Vandamme. Selon Philippe Mignonet, adjoint calaisien à l'environnement et à la sécurité publique, Fabien Vandamme « a déposé plainte samedi soir pour occupation illégale. Celle-ci a été transmise au parquet ».

### **Des zones à risques ?**

C'est donc le procureur qui devra trancher si les occupants du site ont pris possession il y a plus de 48 h et de décider d'une éventuelle évacuation des lieux. « Ils auraient pu être dans les locaux depuis plus de 48 h, mais il est aussi très facile, avec un scanner et une imprimante, de fournir n'importe quel type de document », enchaîne l'élus. De plus, le site pourrait présenter des zones à risques, ce qui pourrait forcer le procureur à demander l'évacuation des lieux « pour éviter de mettre des vies en danger ».

Philippe Mignonet ne connaît pas le nombre d'occupants du squat, « on découvrira cela au fil du temps » et indique que, cette semaine, « personne n'a signalé un quelconque mouvement impasse des Salines ».

Ce site, vaste, proche du centre-ville, pourrait être racheté par la municipalité. Notamment pour créer un lien avec l'espace Coubertin. « Mais les lieux sont pollués. Il y a eu du recyclage de matériaux qui se faisait, à l'époque, avec moins de réglementation. Et c'est au propriétaire du site de prendre en charge cette dépollution », note l'élus.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/nouveau-squat-a-calais-le-propretaire-des-lieux-a-ia33b48581n2270994>

« **Dover Express** », 14 juillet 2014

## Calais: Migrants move into a new squat and barricade the entrances

by mrjamierose

THREE hundred migrants moved into a brand new squat on Saturday and barricaded the entrances.

Last week, hundreds were rounded up and taken to detention centres in buses amid claims they would be deported.

But as *the Express* later reported, most were released and charity workers confirmed hundreds were heading back to the port town minus their tents and blankets, which were seized by French police during the raid.

Many have moved into a new squat in a disused factory at 10 Impasse des Salines, about 1.5km from the ferry terminal.

A spokesman for Calais Migrant Solidarity said: “Since yesterday late afternoon, there is new squat in Calais for migrants facing harassment and police violence; it is a war, here, in the streets!

“Ten days after the police raid 300 people – migrants and supporters – moved into a disused factory.

“The entry into these new premises occurred at the end of the demonstration called by the associations on Saturday afternoon, despite the new “anti-vagrant” and “anti-gatherings” decrees issued by the municipality last week. This decree is aimed at migrants in Calais and against events organised in their support.

“As from 10 July homeless people of different nationalities had settled into these premises peaceably and without any breaking of the law. The occupiers invited the participants in the demonstration to join them.

“The residents are calling sympathisers and activists to come to the occupation urgently in order to support this initiative and to deter the police from performing another illegal eviction”.

<http://www.dover-express.co.uk/CALAIS-Migrants-new-squat-barricade-entrances/story-21461551-detail/story.html>

« la Voix du Nord », 14 juillet 2014

## Squat impasse des Salines à Calais : le propriétaire pointe la dangerosité des lieux

Installé depuis plus de 48 heures, le nouveau squat de l'impasse des Salines fait maintenant partie du paysage. Mais le propriétaire du site, Fabien Vandamme, estime qu'il est très dangereux

par Bruno Mallet

**Ceci n'est pas un lieu public.** » Samedi, à l'issue de la manifestation de soutien aux exilés, le squat nouvellement installé impasse des Salines (sur le site de l'ancienne usine de recyclage Vandamme, lire ci-dessous) était un lieu ouvert : les 450 personnes participant au rassemblement étaient invitées à pénétrer sur le site. Ce lundi, les choses avaient un peu changé et deux militants nous ont expliqué, à l'extérieur, la situation : « *Ce lieu est aujourd'hui légalement occupé par un habitant. Il s'appelle Will, il est anglais. C'est un lieu privé et Will choisit d'inviter qui il veut.* » Le statut de lieu privé est important aux yeux des militants : s'ils déclaraient ce lieu ouvert, il pourrait être considéré comme un « établissement recevant du public », et devrait faire l'objet d'autorisations, notamment d'une commission de sécurité, qu'à l'évidence il n'obtiendrait pas. Combien de personnes ont dormi chez Will, depuis samedi ? « *Peu, répondent ses amis. Les migrants dorment dans les jungles, mais si celles-ci venaient à être détruites, ils pourraient venir ici. Et tant qu'il n'y aura pas d'hébergement digne pour les migrants, des lieux comme ici seront utiles.* »

**Un huissier et des médecins.** Un huissier est venu au squat constater l'occupation. Contrairement à ce qu'ils craignaient, les « habitants » n'ont donc pas été délogés par les forces de l'ordre. Les 48 heures d'occupation étant maintenant avérées, l'expulsion ne peut intervenir qu'au terme d'une procédure judiciaire. Celle-ci pourrait être assez rapide, dans la mesure où le propriétaire du site estime que l'occupation de celui-ci est potentiellement dangereuse. Une équipe de Médecins du Monde est par ailleurs intervenue à la demande des occupants pour installer, lundi, six cabines de douche. Des toilettes pourraient également être installées rapidement.

**Des ouvriers et des journalistes.** Ce mardi matin, les salariés de l'usine La Calaisienne toute proche sont invités à venir boire le café au sein du squat : « *Nous souhaitons juste leur présenter ce lieu, expliquer qu'il n'y a aucune crainte à avoir* », explique une militante. Une conférence de presse devrait également être organisée sur place à 11 h.

Fabien Vandamme : « Le site est très dangereux »

Fabien Vandamme est le propriétaire du site occupé depuis la semaine dernière par le nouveau squat. Il était le gérant de l'entreprise Vandamme recyclage, site qu'il a cédé en location à la société Galloo. Cette dernière a quitté les lieux le 30 juin 2013. « *Je suis passé sur le site vendredi matin, et il n'y avait aucune trace d'occupation*, explique Fabien Vandamme. *Samedi, j'étais à Paris et on*

*m'a prévenu de l'installation de ce squat. J'ai immédiatement déposé plainte au commissariat du 4e arrondissement. » Fabien Vandamme donne deux raisons à ce dépôt de plainte. La première est la plus évidente : il y a viol de propriété privée. « Le site était totalement clos, par des murs de 3 à 5 mètres. Il y a forcément eu effraction. »*

*La seconde raison est aussi la plus importante, selon Fabien Vandamme : « Le site est très dangereux. Il y a au total 112 regards ouverts sur des cuves. Les plus petites font peut-être un mètre cube, mais les plus grandes font 100 m<sup>3</sup> et sont remplies d'hydrocarbures. Si une personne tombe là-dedans, avec trois mètres de fond, elle ne remonte pas. Je ne veux pas que ça arrive, et si ça arrive, je ne veux pas me retrouver au tribunal. » Ces 112 regards sont disséminés un peu partout sur le site, immense : « Il y a un logement, celui où résidait le gardien, il y a 4 500 m<sup>2</sup> de hangar et 15 000 m<sup>2</sup> de terre-plein. Selon l'endroit où les cuves se trouvent, le taux d'hydrocarbures est plus ou moins important. »*

Car le site (où de très nombreux Calaisiens sont allés, au moins une fois dans leur vie, revendre du métal) est très pollué : « Nous sommes en litige actuellement avec la société Galloo qui est partie sans procéder à la dépollution comme elle aurait dû le faire, précise Fabien Vandamme. Une procédure est en cours auprès du tribunal de grande instance de Boulogne, qui doit faire procéder à une expertise du site. » Site également convoité par la municipalité, qui souhaite se l'approprier, à condition qu'il soit au préalable dépollué...

<http://www.lavoixdunord.fr/region/squat-impasse-des-salines-a-calais-le-propretaire-ia33b48581n2273620>

## Calais, le jour d'après

Le 2 juillet 2014, à 6h30 du matin, le centre d'hébergement de la rue de Moscou a été évacué par les forces de l'ordre. L'article qui suit est le récit de choses vues et entendues les 3 et 4 juillet, en marge des comptes-rendus factuels rapportés par les principaux médias, sur la base des déclarations officielles et des dépêches de l'AFP

par Olivier Favier

« Mais la guerre en Afrique est finie ! ». L'employée du petit hôtel, qui offre café et sourire et cherche tant bien que mal à se protéger de la réalité qui lui est exposée, sait peu ou rien des quelques 20 ou 30 nouveaux migrants qui, chaque jour, se retrouvent bloqués à Calais dans leur voyage au sortir de l'enfer. Ils ne sont pas tous africains, même si la majeure partie d'entre eux vient d'Érythrée et du Soudan, deux pays où la guerre existe à l'état endémique. Le premier est depuis plus de vingt ans sous le joug d'une dictature qui n'a rien à envier à la Corée du Nord. Si les Français ignorent jusqu'à son existence, les instances internationales, elles, observent l'hémorragie de ce petit pays de la Corne de l'Afrique avec un mélange de complaisance et de passivité. Sur cinq millions d'habitants, près d'un cinquième ont choisi l'exil. Les Érythréens de Calais sont jeunes, très jeunes, beaucoup d'entre eux ont 16 ou 17 ans, et déjà plusieurs mois ou années d'errance à leur actif, de l'Éthiopie à la Libye, avant de traverser la Méditerranée. « Les Italiens sont gentils, remarquent plusieurs d'entre eux, on nous a bien accueillis, mais là-bas il n'y a pas de travail, et moi je veux aller en Angleterre pour faire des études ». La France, ils n'y pensent même pas. « French language is difficult » répètent-ils un peu perdus, et puis le climat est hostile, il n'y a pas de structure d'accueil. Ahdi a 16 ans. Le matin même, avec son ami Abdkarim et un autre jeune Érythréen, ils ont eu à faire aux forces de l'ordre. « What's the problem with police? », dit-il avec une moue de colère et de dépit assez inhabituelle, tant le mutisme et la résignation dominent chez la plupart de ces jeunes gens, à bout d'épuisement et d'humiliation. Il soulève son pantalon : une longue et lourde boursoufflure traverse son frêle tibia d'adolescent.

### **Chaque homme dans sa vie.**

La plupart se refusent pourtant à prononcer des jugements généraux sur les peuples qu'ils ont rencontrés. Les Soudanais recourent volontiers à une métaphore, joignant le geste à la parole : « Les hommes sont comme les doigts de la main, ils sont tous différents. » Ces mots ne sont que sagesse, car aussitôt qu'on le raconte, chaque parcours se distingue peu à peu de milliers d'autres semblables, en dépit des récurrences tragiques. Elias a 26 ans et il est chrétien orthodoxe. Il a quitté Asmara pour l'Éthiopie alors qu'il avait 2 ans. En 2000, son père a été arrêté parce que soupçonné d'être un agent du gouvernement érythréen, puis il n'a plus donné signe de vie. En 2006, la mère et la sœur d'Elias ont repassé la frontière. Sur le conseil de sa mère, il est parti vivre au Soudan, échappant ainsi à des années de conscription absurde et meurtrière, comme c'est de règle dans le régime sanguinaire d'Issaias Afeworki. Il a travaillé dans l'agriculture, un travail dur, « you know like that » explique-t-il en arrachant avec vigueur une poignée de mauvaises herbes. À la frontière égyptienne, il a eu quelques mois de répit, comme serveur dans un café. Puis il a gagné la Libye où il a vécu un enfer. Régulièrement, les migrants comme lui sont arrêtés puis libérés contre paiement d'une somme de 1 200 dollars. Ceux qui ne peuvent pas s'en acquitter demeurent six ou sept mois

en prison. Il a traversé la Méditerranée le 9 avril dernier. Ils étaient 109 à bord, d'autres Érythréens bien sûr, mais aussi des Éthiopiens, des Gambiens, des Sénégalais. L'embarcation est tombée en panne dans sa route vers Lampedusa, la marine italienne est intervenue pour emmener les passagers en Sicile. À Rome, Elias a trouvé refuge dans un foyer érythréen. Certains de ses amis sont partis pour la Suède, les Pays-Bas, l'Allemagne ou la Norvège. Il a préféré l'Angleterre, un choix qu'il attend de pouvoir concrétiser à Calais depuis un mois. Lorsque la police a cerné le squat de la rue de Moscou, le 2 juillet dernier, il avait quitté les lieux depuis plus de deux heures. « J'essayais de passer, confie-t-il en souriant. Je voudrais étudier là-bas, je veux essayer de partir. En fait, je ne veux qu'une seule chose, je veux seulement travailler ».

Ahmed est soudanais et il est musulman. Son père et son frère ont été tués devant lui parce qu'ils cherchaient à empêcher le viol de sa sœur. Elle aussi a été assassinée. C'était le 22 juin 2006. Il a passé quatre ans en Libye avant de se lancer dans la traversée. Son embarcation est arrivée à Lampedusa, le 13 juin. Il est depuis une semaine à Calais.

À côté de ses populations importantes -auxquelles il faut ajouter les Syriens et les Afghans- il y a quantité de cas plus ou moins « atypiques ». Deux jeunes du Cachemire, pareils à ces jeunes Européens que les universités envoient chaque année en séjour Erasmus, se sont rencontrés en Italie il y a quelques mois. Ils sont devenus inséparables. Le premier a passé trois ans en Angleterre avec un visa d'étudiant. À expiration de son permis de séjour, il a cru bon de renouveler son autorisation -il avait un travail à Londres- en se rendant dans un pays réputé plus facile d'accès. Son ami est arrivé à Rome par ses propres moyens en traversant la Turquie et la Grèce. L'un et l'autre ont pris le train pour la France. Ils sont bloqués à Calais depuis plusieurs semaines.

Un jeune homme s'approche, sourire aux lèvres: « Je suis le premier Ouzbek ». Il montre la photographie d'un bébé, sa fille, sur un téléphone portable. Puis il regarde les vêtements qu'ils portent, salis et usés par les nuits passées dehors. « Regarde ce que je suis devenu en quinze jours, commente-t-il avec un rire plein de stupeur, c'est la première fois que ça m'arrive, si ma mère me voyait ». À côté de lui, alors qu'on vient de distribuer le seul repas quotidien, un jeune Soudanais est allongé, immobile, depuis un bon quart d'heure. Une infirmière s'inquiète: « Il ne va pas bien du tout, il faut appeler les pompiers ».

### **Un anéantissement symbolique.**

Le point de ravitaillement de la rue de Moscou, où plusieurs centaines d'hommes venaient passer la nuit, a été évacué officiellement pour raisons d'hygiène. On y a constaté une épidémie de gale, en l'absence aussi de moyens sanitaires adaptés à une telle fréquentation. Après la fermeture forcée de deux autres squats le 28 mai dernier, les forces de l'ordre sont intervenues en masse, faisant appel à des unités extérieures -CRS, BAC et gendarmes mobiles. Le camp a été encerclé, après validation par le Tribunal administratif de Lille d'une décision de la mairesse Natacha Bouchart (UMP). Les modalités de cette action ont surpris nombre de militants. Le 2 juillet, à 6h30 du matin, le camp était cerné, toute issue vers la mer étant barrée par des zodiacs. « Les policiers sont entrés, explique un membre du collectif No Border, et ils ont fait sortir tous les blancs, militants et journalistes. Ces derniers ont été tenus à l'écart durant toute la durée des opérations. Mais les migrants qui faisaient mine de sortir sans opposer de résistance ont été repoussés vers l'intérieur, à l'exception de quelques uns qui sont parvenus à s'enfuir. Les autres, 610 en tout, ont été rangés par nationalité puis

*chargés* dans quatorze bus numérotés. Les bus ont rejoint les commissariats de différentes villes, Béthune, Lille, Rennes etc. Les mineurs ont été transférés dans un centre ouvert, dont ils se sont aussitôt enfuis ». Trois militants ont été placés en garde à vue le matin-même. Deux autres ont été arrêtés à dix-huit heures. Le premier, qui avait hébergé une vingtaine de migrants, est sorti de chez lui les menottes aux poignets. La deuxième, d'après plusieurs témoins, a simplement manifesté sa peur devant cette interpellation.

Le lendemain, une militante d'une autre association explique: « Les migrants arrêtés nous ont tous raconté la même histoire. Arrivés au commissariat, on les a gardés une dizaine de minutes, puis on leur a dit qu'ils pouvaient partir. Je pense que quatre-vingts pour cent d'entre eux sont revenus dans la soirée d'hier. On est inquiets aussi pour les autres, dont on est sans nouvelle. » Le matériel fourni par les associations (France Terre d'asile ou le Secours catholique) a été saisi et placé dans deux bennes. « Ils nous ont dit qu'on pourrait tout récupérer le lendemain matin. » Arrivés à la décharge, bénévoles, associatifs et militants ont trouvé les équipements détruits. Dans l'après-midi du 3, les équipes de Médecins du monde sont parties à la recherche des « jungles » -des terrains à l'écart de la ville où des groupes plus ou moins importants de migrants se sont rassemblés- et ont procédé à une nouvelle distribution de matériel d'urgence. L'action menée par les forces de l'ordre, très coûteuse en hommes et en logistique, l'a été aussi pour les structures chargées de porter secours à des populations vivant dans la plus extrême précarité et que d'aucuns considéreraient, s'il s'agissait de ressortissants européens victimes d'une catastrophe (inondation, attentat ou enlèvement), comme en état de grande fragilité psychique suite à des chocs traumatiques répétés. Du strict point de vue de l'ordre public, elle n'a fait que rendre plus délicate toute structuration d'une communauté fragile et désorganisée, renvoyée une fois de plus vers une marginalité inutile et contre-productive. Tout se passe en effet comme si, au niveau symbolique, il s'agissait de faire *disparaître* les gens. « La jungle est faite pour les singes, pas pour les êtres humains », dit un Soudanais sous ce qui est devenu un grand arbre à palabres, où ses compagnons d'infortune ont accroché quelques vêtements à sécher.

Le 4 au soir, après deux journées épuisantes passées à collecter les témoignages et à recenser les points de rassemblements, les associations se sont faites plus discrètes. La veille, des personnes extérieures aux structures organisées sont venues prêter main forte. Un pompier est passé livrer des sandwiches, une infirmière est venue dispenser soins et conseils, comme elle le fait chaque jour, en dehors de ses heures de travail. Le matin, quelques 70 femmes et enfants d'un squat ont été légalement déplacés dans des locaux gérés par le Secours catholique. Le soleil commence à descendre sur Calais, les habitants se rendent en foule vers la plage pour regarder le match France-Allemagne sur un écran géant. Deux jeunes filles, les joues peintes de bleu blanc rouge, esquintent une *Marseillaise*. Leur improvisation guerrière s'ouvre sur un vers lourd de sens, deux mots lugubres, spécieux et hors d'âge -*sang impur*. Ils résonnent et se perdent bientôt au long de la rue royale, au cœur d'un centre-ville où les réfugiés sont absents.

### **Calais ou le rêve d'Ubu**

L'opération de police réalisée à Calais le 2 juillet dernier n'est que la énième répétition des évacuations mises en œuvre depuis 15 ans à cette porte de sortie de l'Europe. Elles sont tellement répétitives qu'elles en arrivent même à lasser les médias, pourtant friands d'opérations coup de poing.

Les résultats d'une telle action justifient-ils un tel entêtement ?

120 mineurs isolés étrangers ont été acheminés vers deux centres de loisirs où aucun éducateur spécialisé n'était présent pour les encadrer. Résultat : la moitié avait déjà repris la route à peine arrivés. Au bout de cinq jours, il n'en restait plus qu'un seul. 205

personnes ont été placées en centre de rétention loin de Calais (Rouen, Metz, Rennes...) suite à des décisions stéréotypées notifiées à la chaîne. Cinq jours plus tard, c'est la préfecture elle-même qui libérait toutes les personnes encore retenues !

Au final, le seul résultat de ces opérations, aussi coûteuses pour le contribuable qu'inefficaces, est d'enfoncer un peu plus les migrants dans l'incertitude et la précarité, avant de les retrouver d'ici quelques semaines ou quelques mois, aux abords de ... Calais.

Ubu est français, Ubu est anglais, il est peut-être même européen. Ils devraient pouvoir discuter ensemble.

<http://dormirajamais.org/calais/>

« Nord Littoral », 17 juillet 2014

## Natacha Bouchart flingue les activistes No Borders

Depuis les dernières évacuations des camps de migrants, la tension est vive. Le mouvement No Border avait menacé que « pour chaque expulsion » ce serait « des ouvertures de squats ». Ils viennent d'en ouvrir un de 12 000m<sup>2</sup>. Samedi, les diverses associations d'aide aux exilés ont défilé dans les rues. Natacha Bouchart, maire de Calais, recadre, apporte son point de vue sur la situation, épingle les No Borders qu'elle dépeint comme responsables de l'aggravation de la situation et s'en prend aux dernières réactions de l'opposition.

D'emblée, Natacha Bouchart dresse un état des lieux et revient « sur les engagements pris depuis 2008 » et sur « le quotidien imposé par le gouvernement européen ». « Malgré les difficultés, alors que de façon régulière il y avait des squats, on a géré. Je n'ai pas dit qu'on a réussi... » Et insiste sur ce qu'elle a mis en place : le conseil des migrants, l'aire de distribution des repas, « l'accueil de jour » géré par le Secours catholique... mais aussi les douches. Des dispositifs qui « ont plus ou moins bien fonctionné selon le nombre de migrants » et assure qu'« on a eu une période de gestion acceptable ».

### **La faute aux « No Borders qui ont pris le pouvoir »**

Ensuite, elle remet les projecteurs sur une problématique qui concerne l'Etat. Elle affirme aussi que depuis 2008 elle « *alerte les membres du gouvernement* ». Et aboutit au constat actuel : plus de migrants et des tensions. « *Aujourd'hui, la situation est plus compliquée par le fait des personnes qu'on qualifie de No Border, qui ont pris le pouvoir par rapport aux associations locales qui, avec leur conseil et expertise, arrivaient à temporiser et communiquer avec les migrants* ». Et d'enfoncer le clou largement : « *Ces associations n'ont plus cette maîtrise.* » Elle accuse les No Borders d'être là « *pour déstabiliser un dispositif* » pour « *perturber la population* » et résume que, selon elle, « *ils attendent des extrêmes de droite et de gauche. Ils n'ont pas leur place.* » Pourtant du côté des associations qu'elle cite (Salam, le Secours catholique, l'Auberge des migrants, La Belle Etoile), le discours est loin d'être aussi tranché sur le cas des No Borders (lire ci-dessous).

### **Des « marginaux » qui « déstabilisent les dispositifs »**

L'attitude des activistes la révolte, et elle précise le fond de sa pensée, quitte à accuser ouvertement le mouvement No Border d'« *être les complices des passeurs* », sans apporter de preuves particulières qu'une remarque : « *Les passeurs sont proches des migrants. Les passeurs vivent avec les No Borders, sinon ils les vireraient* ». Son point de vue ? Le groupe est néfaste. « *C'est un groupe qui se développe et à qui on a donné trop d'importance.* » Rapidement, elle reproche à l'Etat d'avoir amené les activistes dans la discussion. Solid'R, qui a repris la gestion du squat Hugo, s'est notamment inspiré de la gestion faite précédemment par les No Borders. Peu importe. Pour Natacha Bouchart le mouvement « *s'est endurci. A la limite, on peut les qualifier de professionnels. On voit arriver une forme internationale qui utilise Calais comme un terrain de jeu* ». Et assure qu'il est «

*constitué de marginaux* », même si au cœur de ce mouvement contesté on peut croiser autant des salariés belges ou venus du sud de la France que des marginaux. « *On donne la parole aux hors la loi !* », s'offusque-t-elle. L'envie de les museler apparaît en filigrane. Et d'accuser encore, en direction de Médecins du monde. L'association vient d'apporter des blocs sanitaires au nouveau squat, de quoi attirer les soupçons ? « *Médecins du monde est piloté par les No Borders! Cécile Bossy (coordinatrice de Médecins du monde, NDLR) est No Border.* » Elle l'explique simplement : « *Comment une personne référente peut demander à des personnes de ne pas se soigner dans un dispositif piloté par l'ARS concernant la gale ?* », pointe-t-elle du doigt. La principale intéressée dément, formellent, et rit aux suspensions.

### **Vers une démarche d'action**

La maire de Calais en profite aussi pour renvoyer dans ses cordes l'opposition municipale, Yann Capet et Caroline Matrat ayant vivement réagi ces derniers temps. Selon elle, ils « ont la critique facile. Ils se sont présentés aux élections, n'ont jamais abordé le sujet, et ne proposent rien ». Avant de lancer un pavé dans la mare : « *Je suis surprise qu'ils s'en prennent au maire. Depuis deux ans, c'est leur ministre, leur président, leur gouvernement qui sont aux affaires !* » La venue en fin d'année de Manuel Valls n'a d'ailleurs toujours pas abouti sur des solutions concrètes, alors que ce dernier parlait de maison de migrants fin 2013. Après le temps des accusations et des règlements de comptes, Natacha Bouchart a proposé ses solutions (lire ci-dessous)

<http://www.nordlittoral.fr/accueil/natacha-bouchart-flingue-les-activistes-no-borders-ia0b0n125139>

« Libération », 24 juillet 2014

## A Calais, la justice expulse en urgence le grand squat de l'usine Galloo

La juge a choisi de réduire le délai d'expulsion de deux mois à dix jours. Une centaine de migrants campent dans ce squat de l'impasse des Salines

par Haïdée Sabéran

Ils ont dix jours pour partir. Les migrants du grand squat de l'impasse des Salines à Calais ont appris jeudi après-midi la décision de la juge du tribunal d'instance de Calais. Ils s'étaient installés là aux alentours du 10 juillet, et avaient rendu publique l'existence du lieu après une manifestation de soutien aux exilés le 12. La veille, la maire de Calais avait signé un arrêté antiregroupements, et antibivouacs.

Depuis, les migrants bivouaquent dans la cour de cette ancienne usine de recyclage de métaux du groupe Galloo, qui a déposé plainte. L'usine est polluée, mais les bénévoles des associations et le collectif No Border avec l'aide de Médecins du Monde, qui fournit des tentes, une toilette, et de rudimentaires cabines pour se laver à l'abri des regards, ont choisi d'y rester, et organisent la vie du lieu avec les migrants eux-mêmes. Ils sont une centaine, des Soudanais, des Iraniens, des Érythréens, des Syriens, des Algériens, des Égyptiens, et un couple de Lituaniens.

La juge s'était déplacée sur le squat pour juger par elle-même de la dangerosité du site, à la demande de Marie-Hélène Calonne, avocate de la défense. La juge a découvert un lieu avec un coin cuisine, un groupe électrogène pour recharger les portables, un point d'eau venant des lances à incendie. Le site contient un hangar de cuves d'hydrocarbures encore pleines, dont l'accès a été condamné. À l'audience, le propriétaire du site avait plaidé le danger pour les migrants. « *Tout cela est très hypocrite* », répond Marie-Hélène Calonne, « *c'est sûr que ce n'est pas un hôtel 5 étoiles, mais c'est mieux que le site Seveso où ils seront renvoyés si on ferme le squat* ». De fait, le site chimique Tioxide avec ses bosquets, tout près du port, est une des « jungles ». Les autres vivent dans les dunes, ou les parcs de Calais, « *dont ils sont régulièrement délogés par la police* », raconte Philippe Wannesson, du blog Passeurs d'hospitalités, présent au quotidien.

La juge a choisi de réduire le délai d'expulsion de deux mois à dix jours, arguant qu'il y avait « *voie de fait* ». Les habitants du lieu auront dix jours à compter de la notification par huissier, et le préfet pourra les faire expulser sur demande de propriétaire ensuite. Galloo n'a pas souhaité commenter la décision du juge, selon l'AFP. Les migrants, eux, devaient se réunir vers 20 heures en assemblée générale pour décider quoi faire. En attendant, « *il y a des gens qui jouent aux cartes, d'autres qui commencent à préparer le repas, d'autres qui écoutent de la musique* », raconte Philippe Wannesson.

À Calais aussi la vie continue, et les migrants continuent de passer. Ils sont de plus en plus nombreux, plus de 1 000 désormais, et n'attendent plus la nuit pour passer. Ils prennent d'assaut les camions sur le port en plein jour au grand dam des routiers et des employés du port. Philippe Wannesson rapporte que Jan, un des porte-parole de la grève de la faim qui a eu lieu en juin sur le site de distribution des repas où ont vécu jusqu'à 700 exilés, évacué le 2 juillet, est passé en Angleterre. Il a été cueilli à Douvres par les autorités britanniques, et est expulsable, vers la

Roumanie ou l'Afghanistan.

[http://www.liberation.fr/societe/2014/07/24/a-calais-la-justice-expulse-en-urgence-le-grand-squat-d-e-l-usine-galloo\\_1069888](http://www.liberation.fr/societe/2014/07/24/a-calais-la-justice-expulse-en-urgence-le-grand-squat-d-e-l-usine-galloo_1069888)

## **Dans la jungle de Tioxide à Calais**

*Les migrants n'ont plus rien mais on veut quand même le leur enlever*

Au bout du port de Calais, une longue rue, bordée d'entrepôts en grande partie abandonnés, de parkings en friche, et voici derrière les fumées de l'usine Tioxide, un immense terrain vague. Un trou dans la clôture grillagée, un petit sentier qui serpente entre des maigres buissons, et notre guide érythréen débouche avec nous sur un bas-fond sablonneux. C'est une vision de village africain, avec plusieurs dizaines de tentes de fortune entourant une placette. Sur quelques palettes, une bâche plastique noire tient lieu d'abri. Les plus chanceux ont une tente, une vraie. Quelques vieilles couvertures ou du linge disparate servent de matelas. Il y a ici une centaine de migrants, Soudanais pour la plupart. Parmi eux deux femmes. Ce matin, sur un feu de palettes, dans une vieille casserole noircie, une tambouille de pain et de sauce tomate se prépare. Nous sommes invités à partager ce modeste repas. La majorité des migrants dort, pour récupérer d'une nuit de vadrouille sur le port. A une cinquantaine de mètres à droite, un autre groupe de tentes. Ceux-là sont Erythréens. D'une tente émergent trois visages souriants, ceux de deux femmes et d'un petit garçon de deux ans. Encore à droite un bosquet, à nouveau des tentes précaires, ici des Afghans se mêlent aux Africains. Nous grimpons sur une butte sableuse. Au loin, plus près de l'usine, un autre groupe de tentes, là ce sont des Pakistanais et des Afghans nous dit-on. Ici et là émergent des tâches bleues ou noires, d'autres abris, d'autres migrants. A trois cent mètres au nord, les camions passent sur la rocade qui mène aux ferries.

### **Pauvreté et stress**

Combien sont-ils sur cette friche ? Six cent, huit cent, peut-être, ou plus. D'autres sont dans les dunes, dans une jungle peut-être encore contrôlée par des passeurs. Des dizaines d'autres migrants sont restés dans Calais, changeant de place chaque nuit, d'un parc public à une porte cochère, d'un délaissé à l'auvent d'une usine abandonnée, à mesure que la police les en chasse. Ici, dans la jungle de Tioxide, l'accueil est chaleureux. Les visiteurs que nous sommes sont connus des migrants, que nous rencontrons chaque jour au lieu de distribution, quai de la Moselle. C'est là qu'ils viennent, presque tous, en longeant une ancienne voie ferrée, pour venir chercher chaque soir un repas que leur servent Salam, ou l'Auberge des Migrants, ou, parfois, un groupe de Musulmans de Roubaix ou de Bailleul. Chacun explique ses difficultés. Les essais infructueux pour grimper dans un camion. Les policiers qui les expulsent du véhicule, presque toujours avec brutalité. La fatigue de ces nuits à marcher, gagner un parking, attendre, revenir enfin, au bout de la nuit. Les ampoules, les plaies dans des chaussures trop petites ou défoncées, la gale, les furoncles, liés au stress, à la mauvaise alimentation, à la fatigue, au manque d'hygiène. La difficulté pour recharger les téléphones portables, le seul lien avec les familles, en l'absence de toute prise électrique accessible.

### **Il manque le minimum vital**

Depuis que la mairie a réquisitionné le local du Secours Catholique, route de Saint-Omer, pour y accueillir les femmes, il n'y a plus de douches pour les migrants à Calais. Il faut se laver au seul robinet du quai de la Moselle. Il y avait un point d'eau près de Tioxyde, mais il a été coupé. On

manque de tout pour laver les vêtements : pas de linge de rechange, pas de savon. Les associatifs sont submergés par les demandes. Certes le temps est beau, et les besoins en bâches ou en tentes passent provisoirement au second plan. Mais il faut des sous-vêtements, des tee-shirts, des pantalons, des chaussures surtout. Un migrant nous dit avoir usé quatre paires en cinq mois, à marcher et courir après les camions, ou devant les policiers. Il a fallu ces dernières trois semaines reconstituer les modestes richesses que sont une couverture et une tente, puisque la police les a mis en décharge, y compris quelques tentes de Médecins du Monde, lors de la dernière expulsion, rue de Moscou. Ces derniers jours, les bénévoles distribuaient 700 à 750 repas chaque soir. Il faudrait du lait, des oignons, des tomates, pour compléter cet unique repas, le minimum vital.

Il y a deux semaines, les No Border ont ouvert un nouveau squat, à l'autre bout de Calais, impasse des Salines, une ancienne installation de récupération et de tri de métaux. Dans ce délai, un lieu convivial s'était créé, où dormaient une centaine de migrants, avec quelques douches improvisées, une cuisine collective, et des règles de fonctionnement décidées ensemble. De nombreux Calaisiens passaient, apportant un peu de vivres ou une couverture, et quelques paroles de solidarité. Mais, à la demande du propriétaire de ces 12 000 m<sup>2</sup> inoccupés, la justice a prononcé l'évacuation, dans un délai maximum de dix jours. Ce samedi, un huissier est passé, signifiant l'évacuation, avec un document ne mentionnant même pas le délai accordé par le Tribunal d'Instance.

### **La jungle de Tioxide évacuée ?**

Et maintenant il est question d'évacuer l'immense friche Tioxide, ce no man's land habité, cette savane sableuse, où les migrants ne gênent personne, ce lieu sans eau, sans électricité. La police y fait de rares incursions, pour leur demander, sans illusion, de partir. Cette jungle n'est pas dangereuse pour ses occupants : les femmes et les enfants qui y dorment sont protégés. Les blessés – tombés d'un camion ou frappés par la police -, hâtivement réparés à l'hôpital de Calais, y reprennent des forces. L'espoir de passer en Angleterre tient lieu de stimulant. Les demandeurs d'asile, qui comme les femmes et les mineurs, devraient être hébergés par les autorités, y attendent une hypothétique convocation. On y partage les quelques ressources disponibles. Les nationalités se sont à peu près regroupées et les disputes sont sûrement plus rares que dans les immeubles des ZUP ou à la sortie des boîtes de nuit de Calais. Que gagnera à cette évacuation Natacha Bouchart, qui est partie en vacances après avoir accusé les No Border de manipuler tous les « pro-migrants », comme elle dit, Emmaüs et Médecins du Monde, le Secours Catholique et France Terre d'Asile y compris ? Qu'y gagnera la Région, qui dispose de milliers de m<sup>2</sup> de terrains et de hangars désaffectés sur le port ? Qu'y gagneront les policiers, qui devront chasser le migrant en centre-ville, en plus de surveiller le port ? Qu'y gagneront les Calaisiens, la Région, l'Etat, la préfecture ? Les migrants se font aussi invisibles que possible, mais on voudrait qu'ils le soient tout à fait. Les migrants n'ont plus rien, et on veut encore le leur enlever.

<http://blogs.mediapart.fr/blog/francois-g/260714/dans-la-jungle-de-tioxide-calais-1>

« Libération », 28 juillet 2014

## Violence d'Etat contre les exilés de Calais

Tribune

A Calais, le 2 juillet, 610 étrangères et étrangers ont été, une nouvelle fois, délogés par les forces de l'ordre du lieu où elles et ils s'abritaient faute de solution alternative. Il en est systématiquement ainsi depuis que, le 5 novembre 2002, le gouvernement français a fermé et détruit le centre d'accueil des « réfugiés » situés sur la commune de Sangatte et géré par la Croix-Rouge.

Le 22 septembre 2009, la jungle de Calais a été évacuée et détruite : 276 migrants, dont 135 mineurs, ont été arrêtés.

Depuis la fermeture du centre de Sangatte, les camps et lieux de vie des migrants se sont multipliés autour des ports et le long des autoroutes A 16, A 25 et A 26 (Angres, Norrent-Fontes, Tatinghem, Grande Synthe, Steenvoorde...). Ils y survivent dans des abris de fortune, dans la promiscuité et l'insalubrité. Ces lieux sont régulièrement détruits.

Ces derniers mois, les événements se sont accélérés. Les évacuations des lieux de vie, les arrestations et les violences policières se sont multipliées.

Le 28 mai, à Calais, les lieux de vie et les biens personnels de plusieurs centaines de migrants sont détruits sur décision préfectorale pour cause d'une épidémie de gale ignorée depuis deux mois par l'administration malgré les appels répétés des associations. Le même jour, en protestation, les exilés occupent l'esplanade grillagée utilisée par les associations lors des distributions de repas.

Le 2 juillet, ce lieu est évacué en même temps que trois squats. Plus de 600 personnes (dont 121 mineurs) font l'objet de contrôles d'identité, sont emmenées dans des bus vers différentes villes et les documents de certaines d'entre elles sont confisqués. 206 personnes sont enfermées dans différents centres de rétention administrative. Ainsi éloignées, elles se retrouvent privées de leurs soutiens militants. Dans les jours suivants, la quasi-totalité des exilés interpellés sont de retour dans les rues de Calais.

Le 12 juillet, une manifestation de soutien réunit plus de 500 personnes. Le même jour, l'ouverture d'un nouveau squat dans une usine désaffectée, soutenu par plus d'une trentaine d'associations locales et nationales, est rendue publique.

Le 22 juillet, cinq personnes – trois migrants et deux militants – sont convoquées au Tribunal d'instance de Calais dans le cadre d'une audience d'urgence à la suite d'une plainte du propriétaire du site occupé. Cette plainte invoque la dangerosité de cet ancien site industriel, alors même que les zones les plus dangereuses ont été interdites d'accès par les occupants eux-mêmes.

Jeudi 24 juillet, le tribunal a statué pour l'expulsion, comme si l'occupation de l'usine relevait d'une envie collective de pur confort. Il n'a pas reconnu l'état de nécessité dans lequel se trouvent les exilés par la faute d'un État qui ne respecte aucune de ses obligations : droit à l'hébergement universel défini comme une « liberté fondamentale », droit au respect de la dignité humaine, droit à des conditions matérielles d'accueil définies par la loi pour les demandeurs d'asile, droit à la protection et à des mesures éducatives pour les mineurs isolés, droit à la santé, etc.

Nous, chercheurs, enseignants-chercheurs et universitaires,

Nous dénonçons le harcèlement policier, la multiplication sans alternative des évacuations des lieux de vie des migrants, et les destructions de leurs abris et effets personnels. Venus d'Afghanistan, d'Érythrée, du Soudan ou de Syrie, ils n'ont pourtant d'autres choix que de fuir la violence, l'injustice, la corruption et la misère.

Nous rappelons que les droits à l'hébergement, à l'accès aux soins, ainsi qu'à la protection des mineurs isolés sont des droits fondamentaux. Nous nous préoccupons du respect de ces droits ainsi que du respect de la dignité humaine sur l'ensemble du territoire français.

Nous constatons que l'assistance à personne en situation de grande précarité est aujourd'hui assurée par les associations et les militants alors qu'il s'agit de compétences de l'État.

Nous soutenons l'ensemble des associations et des militants engagés à Calais et dans les environs.

Nous interpellons le gouvernement et l'ensemble des élus pour qu'une solution de logement adapté et durable soit trouvée pour l'ensemble des migrants.

### **Liste des premiers signataires**

- Michel AGIER, anthropologue, directeur d'études à l'EHESS
- Karen AKOKA, sociologue, maîtresse de conférences, membre du Gisti
- Étienne BALIBAR, professeur émérite de philosophie politique et morale, Paris Ouest Nanterre
- Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE, professeure de droit public, Université Jean Moulin Lyon 3, membre de l'Institut Universitaire de France
- Emmanuel BLANCHARD, maître de conférences en science politique, UVSQ, membre de Migreurop
- Luc BOLTANSKI, sociologue, directeur d'études à l'EHESS
- Anne BORY, sociologue, maître de conférences, Lille 1
- Ahmed BOUBEKER, sociologue, professeur des universités, Saint-Etienne
- Isabelle BRUNO, sociologue, Maître de conférences, Lille II
- André BURGUIERE, historien, directeur émérite à l'EHESS
- Evelyne BURGUIERE, sociologue, INRP
- Claude CALAME, helléniste et anthropologue, directeur d'études à l'EHESS
- Cécile CANUT, cinéaste et linguiste, professeure des universités, Paris Descartes
- Sébastien CHAUVIN, sociologue, maître de conférences à l'Université d'Amsterdam
- Olivier CLOCHARD, géographe, chargé de recherches CNRS, président de Migreurop
- Marguerite COGNET, sociologue, maître de conférences, Paris 7, membre de l'UMR URMIS
- Philippe COULANGEON, sociologue, directeur de recherche CNRS, Sciences Po
- Bruno COUSIN, sociologue, maître de conférences, Lille 1
- Christophe DAUM, anthropologue, maître de conférences, Université de Rouen
- Sonia DAYAN-HERZBRUN, sociologue, professeure émérite, Université Paris Diderot-Paris 7
- Jean-Philippe DEDIEU, sociologue, New York University
- Nicholas DE GENOVA, reader in Urban Geography, King's College London
- Véronique De RUDDER, sociologue, chargée de recherche CNRS
- François-Xavier DEVETTER, économiste, maître de conférences, Télécom Lille 1
- Éric FASSIN, sociologue, professeur des universités, Paris 8
- Sébastien FLEURIEL, sociologue, professeur des universités, Université Lille 1
- Daouda GARY-TOUNKARA, historien, chargé de recherche CNRS, LAM / Sciences Po Bordeaux
- Nancy L. GREEN, historienne, directrice d'études à l'EHESS

- Jean-Luc GAUTERO, maître de conférences en Épistémologie, Logique et Histoire des Sciences, Université de Nice-Sophia Antipolis
- Virginie GUIRAUDON, sociologue du politique, directrice de recherche CNRS, Sciences Po
- Abdellali HAJJAT, maître de conférences en science politique, Université de Paris-Ouest Nanterre
- Abdelhafid HAMMOUCHE, sociologue, professeur des universités, Université Lille 1
- Martine HOVANESSIAN, anthropologue, directrice de recherche CNRS, Paris 7
- Liora ISRAËL, sociologue, maîtresse de conférences EHESS
- Nicolas JOUNIN, sociologue, maître de conférences, Paris 8
- Smaïn LAACHER, sociologue, professeur des universités, Strasbourg
- Rose-Marie LAGRAVE, sociologue, directrice d'études EHESS
- Sylvains LAURENS, sociologue, maître de conférences à l'EHESS
- Frédéric LEBARON, sociologue, professeur des universités, UVSQ
- Danièle LOCHAK, professeure émérite de droit public, Paris Ouest Nanterre, présidente honoraire du GISTI
- Lilian MATHIEU, sociologue, directeur de recherche CNRS
- Alain MORICE, anthropologue, directeur de recherche CNRS, membre de Migreurop
- Ugo PALHETA, sociologue, maître de conférences, Lille III
- Martyne PERROT, sociologue, chargée de recherche CNRS, section LDH à l'EHESS
- Mathilde PETTE, sociologue, postdoctorante, Lille 1
- Nicole PHELOUZAT, sociologue, IIAC, EHESS/CNRS, membre de la section EHESS de la LDH
- Laure PITTI, sociologue, maîtresse de conférences, Paris 8
- Swanie POTOT, sociologue, chargée de recherche CNRS, Université de Nice Sophia Antipolis
- Stéphanie PRYEN, sociologue, maîtresse de conférences, Lille III
- Romain PUDAL, sociologue, chargé de recherche CNRS
- Mirna SAFI, sociologue, chargée de recherche, Sciences Po
- Grégory SALLE, sociologue, chargé de recherche CNRS
- Camille SCHMOLL, géographe, maîtresse de conférences, Paris 7 Diderot
- Johanna SIMEANT, professeure de science politique, Paris 1
- Patrick SIMON, socio-démographe, directeur de recherche à l'INED
- Maud SIMONET, sociologue, chargée de recherches CNRS
- Serge SLAMA, maître de conférences en droit public, Paris Ouest Nanterre
- Alexis SPIRE, sociologue, directeur de recherche CNRS
- Jocelyne STREIFF-FENART, directrice de recherche au CNRS, Université Nice Sophia Antipolis
- Alain TARRIUS, sociologue, professeur émérite, Toulouse le Mirail
- Jean-Pierre TERRAIL, sociologue, professeur honoraire, Université de Versailles-Saint-Quentin
- Emmanuel TERRAY, anthropologue, EHESS
- Sylvie TISSOT, professeure de sciences politiques, Université Vincennes Saint Denis Paris 8
- Maryse TRIPIER, sociologue, professeur émérite, Paris Diderot
- Sophie WAHNICH, historienne, directrice de recherche CNRS
- Laurent WILLEMEZ, sociologue, professeur des universités, UVSQ
- Karel YON, sociologue, chargé de recherche CNRS, Lille II

Si vous souhaitez soutenir cette initiative et signer cette tribune, veuillez prendre contact (par mail en simultané) avec:

- Mathilde Pette: mathilde.pette@gmail.com 06 03 56 20 86
- Maël Galisson: contact@psmigrants.org 06 61 97 12 17

[http://www.liberation.fr/societe/2014/07/27/violence-d-etat-contre-les-exiles-de-calais\\_1071353](http://www.liberation.fr/societe/2014/07/27/violence-d-etat-contre-les-exiles-de-calais_1071353)

« **la Voix du Nord** », 28 juillet 2014

## Migrants à Calais : le député Yann Capet et des universitaires pressent le gouvernement d'agir

par Bruno Mallet

Le député socialiste de Calais, Yann Capet, juge « intolérable » l'absence de réponses du gouvernement à propos de la situation des migrants à Calais, qui n'a jamais été aussi tendue qu'aujourd'hui.

*« J'ai passé ma semaine à alerter, à rencontrer les services du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, indique Yann Capet. Ils sont conscients du problème, je ne doute pas de la volonté du ministre de trouver des solutions, mais pour l'instant, rien n'avance. La situation est invivable pour les migrants, elle est très difficile pour les Calaisiens. Quant aux associations, elles sont à la limite de la rupture. Je ne peux plus tolérer de n'avoir aucune réponse. Le temps de la réflexion est trop long, il faut passer maintenant au temps de l'action. »*

D'autant que hormis le renforcement de la présence policière, les mesures annoncées lors de [la venue à Calais de Manuel Valls](#), alors ministre de l'Intérieur, le 12 décembre 2013, n'ont pas eu de suite concrète. Les maisons du migrant, lieux d'information et de repos, notamment, tardent à voir le jour.

### « Du cosmétique »

Sur l'inaction du gouvernement, le député socialiste trouve donc un point d'entente avec Natacha Bouchart, sénatrice-maire de Calais. Mais c'est le seul : *« Natacha Bouchart n'a fait que du cosmétique sur cette question. Elle explique avoir installé trois douches et trois toilettes... Pour huit cents personnes. De qui se moque-t-elle ? Je regrette qu'elle ne fasse qu'attiser les braises et les haines, avec son appel à délation, son arrêté anti-migrants, son refus de débattre de la question lors de la campagne des municipales. Ce qu'elle a réussi à faire, c'est à attirer les extrêmes, de droite comme de gauche, qui semblent vouloir faire de Calais leur capitale européenne. »*

### **Dans une tribune publiée par « Libération », des universitaires dénoncent la situation**

Dans une tribune parue hier dans le journal « Libération », un collectif rassemblant une soixantaine d'enseignants-chercheurs et d'universitaires de toute la France dénonce le traitement réservé aux migrants à Calais.

Le cycle infernal des squats et des expulsions remonte, selon ce collectif, à la fermeture de Sangatte : *« Il en est systématiquement ainsi depuis que, le 5 novembre 2002, le gouvernement français a fermé et détruit le centre d'accueil des réfugiés situé sur la commune de Sangatte et géré par la Croix-Rouge. »* Mais ces derniers mois surtout, *« les événements se sont accélérés »* à Calais, rappellent ces chercheurs : destruction des deux immenses campements de Calais le 28 mai, évacuation du lieu de distribution et de trois squats du centre-ville le 2 juillet, décision d'évacuer le squat Vandamme le 24 juillet...

*« Nous, chercheurs, enseignants-chercheurs et universitaires, dénonçons le harcèlement policier, la multiplication sans alternative des évacuations des lieux de vie des migrants et les destructions de leurs abris et effets personnels », poursuit la tribune. « Nous rappelons que les droits à l'hébergement, à l'accès aux soins, ainsi qu'à la protection des mineurs isolés sont des droits fondamentaux. (...) Nous constatons que l'assistance à personne en situation de grande précarité est aujourd'hui assurée par les associations et les militants alors qu'il s'agit de compétences de l'État. (...) Nous interpellons le gouvernement et l'ensemble des élus pour qu'une solution de logement adapté et durable soit trouvée pour l'ensemble des migrants. »* Une tribune qui fait écho à la lettre ouverte envoyée le 21 juillet dernier par l'association l'Auberge des migrants aux gouvernement et aux élus, comme *« un signal d'alerte extrêmement fort, dans la crainte d'une catastrophe humaine »*.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/migrants-a-calais-le-depute-yann-capet-et-des-ia33b48581n2297116>

« la Voix du Nord », 29 juillet 2014

## Migrants : la nouvelle « jungle » de Calais évacuée ce mercredi matin ?

Les Calaisiens ont connu la « jungle » consécutive à la fermeture de Sangatte et démantelée en 2009 : 800 migrants, en majorité Afghans, s'y abritaient jusqu'alors. Et voilà que depuis quelques semaines voire quelques mois, on parle d'une nouvelle « jungle », consécutive cette fois aux multiples évacuations de squats à Calais. Éparpillée sur le site de l'usine chimique Tioxide, elle n'est pas visible de l'extérieur mais est pourtant immense et bien réelle... Reportage

par Marie Goudeseune

On y accède en se faufilant à travers le trou d'un grillage rue des Garennes, à peine quelques dizaines de mètres après l'entrée principale de Tioxide. Ensuite, c'est un petit chemin à travers les buissons et à l'écart de la route qui y mène. Là voilà : la nouvelle « jungle » de Calais. C'est en tout cas ainsi que l'appellent les militants associatifs.

Pour qui a connu la jungle de 2009, c'est pour ainsi dire la même chose. Un immense terrain vague et des installations de fortune : l'histoire se répète. Il y a encore quelques Afghans, comme avant, mais les tentes sont surtout occupées par des Érythréens et des Soudanais, dont des femmes et des enfants.

### **Expulsion ce mercredi matin ?**

Comme leurs « prédécesseurs », ils manquent de tout. Pas de douches, pas de toilettes. Ils se jettent sur les baguettes de pain que des bénévoles de l'Auberge des migrants leur apportent - un « surplus » offert gracieusement par la supérette Spar de Wissant, et s'inquiètent du manque de couvertures et de leurs chaussures trouées. Ils serrent chaleureusement les mains des visiteurs qui viennent les voir. « Toutes les nuits depuis un mois j'essaie de passer en Angleterre, confie un jeune Érythréen. Si les chauffeurs nous voient et nous disent de partir, on part. J'ai surtout peur de la police, qu'elle nous frappe ou qu'elle nous gaze avec de la bombe lacrymogène ». Au sujet des bagarres et des tensions dénoncées par le snack Aux amis de la route, le jeune homme affirme qu'il n'est pas au courant. Ce serait le fait « d'autres groupes », ou peut-être « des Afghans » (Afghans qui, rencontrés ce mardi, ont également répondu qu'ils n'étaient pas au courant).

Comme leurs « prédécesseurs », ces centaines de migrants se sont installés là parce qu'on les a chassés ailleurs. Avant, ils vivaient sous des tentes quai de la Batellerie ou dans des squats de la ville. Combien de temps resteront-ils là ? D'après des militants, leur évacuation de ce site serait imminente : elle pourrait même avoir lieu ce mercredi matin, selon certains. Impossible toutefois de vérifier cette information : ni Tioxide, ni la préfecture, ni le tribunal d'instance n'étaient en mesure hier de nous en dire plus sur la procédure en cours.

Après le démantèlement de la jungle décidé par le ministre Éric Besson en septembre 2009, les migrants ont continué à errer dans la ville. Sûr que cette fois-ci encore, l'histoire se répétera.

### **Tioxide : « Gérer cette situation est très lourd »**

L'usine chimique Tioxide confirme avoir déposé plainte pour faire évacuer le site occupé par les migrants. Une décision de justice a été rendue pour ordonner la libération des lieux : « Nous soutenons cette décision, notre préoccupation principale étant la sécurité des migrants et celle de notre site et de notre personnel », précise l'entreprise. Environ 100 tentes et 350 migrants seraient actuellement présents sur la zone squattée, selon Tioxide : « La partie occupée du site est un vaste espace ouvert sans bâtiments. Cette partie se trouve dans une zone autorisée pour l'enfouissement. Même s'il n'y a pas de risque de dommage immédiat pour les migrants, ce n'est pas une zone appropriée pour l'occupation. Les migrants occupent également un terrain de sport proche du hall de sport. Le hall de sport n'est actuellement pas occupé par les migrants mais il ne peut pas être

utilisé par le personnel car de nombreux migrants campent près de cet espace ». Tioxide ajoute que la gestion au quotidien de cette zone squattée est « très lourde, même si cela ne nuit pas au déroulement normal des opérations du site. (...) Par exemple, nous sommes constamment en train de réparer la clôture externe, là où les migrants sont entrés illégalement ».

### **Les autres entreprises pas vraiment gênées**

La présence des migrants ne gêne pas tout le monde dans la zone industrielle des Dunes. On l'a compris, les premiers concernés sont Tioxide, dont le site est squatté, les chauffeurs routiers car leurs camions sont assiégés et le snack routier Les Amis de la route, qui vit au milieu des tensions entre migrants et routiers.

Les autres entreprises de la zone, interrogées hier, affirment pour la plupart qu'elles ne sont pas gênées par la présence des migrants. « C'est sûr, ils viennent souvent réclamer de l'eau ou demandent à recharger leurs portables, nuance une salariée de Colas rail. Mais nous avons ordre de la direction de refuser parce qu'on sait très bien que si on accepte pour un, il faudra accepter pour vingt autres. L'autre jour, j'ai eu beau dire non à un migrant, il est resté posté vingt minutes devant moi en espérant que je change d'avis ».

### **« Ils n'embêtent pas le monde »**

Du côté de France Boissons, le responsable logistique déclare que les exilés « n'embêtent pas le monde » : « Actuellement il y a des travaux rue des Garennes, alors ils profitent du feu rouge pour ouvrir tous les camions à l'arrêt, raconte Serge Ansel. Mais moi, je ne suis pas embêté : ils savent très bien que nos camions ne vont pas en Angleterre, ça ne les intéresse pas. » Même constat aux établissements Gressier : « À notre niveau, on n'a pas constaté de nuisance particulière. Nos transporteurs restent en France, alors les migrants ne montent pas dans leurs camions. On a bien vu que ces derniers temps, il y avait beaucoup plus de personnes d'Afrique noire - avant, c'était surtout des Afghans. Mais on n'a pas de problèmes avec eux, on n'est pas concernés ».

### **Pour le préfet, chacun doit prendre ses responsabilités**

La préfecture estime à 500 environ le nombre de migrants installés dans la zone industrielle des Dunes. « Ce qui est certain, c'est que leur nombre continue à augmenter, et qu'il y a une présence beaucoup plus marquée des migrants d'origine d'Afrique de l'est depuis quelques mois », a précisé le service communication de la préfecture. Les Érythréens et les Soudanais sont les plus nombreux actuellement.

D'après la préfecture, la situation a changé ces dernières semaines dans la zone des Dunes et au port : « Avant, les migrants tentaient d'entrer dans les camions en amont du port, de façon discrète et de nuit. Désormais, les nouveaux arrivants d'Afrique de l'est tentent d'y pénétrer sur la rocade et en plein jour. Ils sont parfois plus de 100 en même temps, si bien que les systèmes de sécurité sont saturés ».

En conséquence, le préfet affirme avoir renforcé la présence policière par la mise en place de deux compagnies de CRS « qui se relaient ». Mais il estime aussi que « tous les acteurs présents dans cette zone ont leur responsabilité, en particulier la direction du port avec l'extension de clôtures, ou les transporteurs qui doivent vérifier que leur camion est bien fermé »

<http://www.lavoixdunord.fr/region/migrants-la-nouvelle-jungle-de-calais-evacuee-ce-ia33b48581n2298943>

« la Voix du Nord », 4 août 2014

## Calais : le préfet n'évacuera pas les squats de migrants avant plusieurs semaines

Le préfet du Pas-de-Calais a réuni la presse ce lundi matin pour s'exprimer sur la situation des migrants à Calais. Il a annoncé deux décisions. Premièrement, il ne fera pas évacuer tout de suite le squat Vandamme et la « jungle » de la zone industrielle des Dunes : il souhaite que les migrants puissent être informés d'abord sur leurs possibilités d'hébergement et de demande d'asile en France. Seconde décision : il a obtenu la mise en place d'une demi-compagnie de CRS supplémentaire pour faire face à l'afflux de migrants au port de Calais.

Le préfet accorde « *un temps supplémentaire* » aux migrants installés dans les principaux squats de Calais ([sur le site de Tioxide](#) et au centre-ville, sur [le site de l'ancienne usine Vandamme](#)) : « *Je souhaite qu'ils soient d'abord informés des différentes alternatives qui s'offrent à eux en termes de demandes d'asile, de demandes de retour au pays et de demandes d'hébergement d'urgence* », a déclaré Denis Robin.

Des agents de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) et de la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) se rendront sur place dès ce mardi, ainsi que vendredi prochain et « *les mercredis des semaines qui suivent* » « *pour aller à la rencontre des migrants et pour les informer que d'autres solutions s'offrent à eux* ». Ensuite seulement, les deux sites seront évacués par le recours à la force publique.

Pour rappel, avant les évacuations du 2 juillet déjà, le préfet avait mis en place ce dispositif. Mais peu de migrants en avaient bénéficié et l'opération était apparue clairement [comme un échec](#).

### Une demi-compagnie de CRS en plus

L'autre annonce faite par le préfet ce lundi concerne le port de Calais, confronté à un [afflux de migrants](#) ces dernières semaines : « *Je suis très sensible à la situation* », a affirmé Denis Robin, notamment au fait qu'elle nuise fortement à l'attractivité du port auprès des transporteurs et des exportateurs. Pour rappel, une [bagarre générale](#) a éclaté cette nuit encore entre des migrants – « *entre 100 à 150* » – présents dans la zone industrielle des Dunes, non loin du port : elle a fait 16 blessés. D'après Denis Robin, « *les CRS sont intervenus trois fois pour séparer des groupes de migrants qui s'affrontaient sans doute dans des logiques de territoire* ».

Le préfet annonce donc que, pour faire face à cette situation de tensions, il a obtenu auprès du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve « *des renforts supplémentaires* » pour « *augmenter la surveillance portuaire et celle des rocades d'accès* ». Renforts qui seront désormais mobilisés « *pour la totalité de la nuit, ce qui n'était pas le cas jusqu'ici* ». Une demi-compagnie de CRS (soit 40 hommes) interviendra donc en plus des moyens déjà en place. Mais Denis Robin répète aussi que la responsabilité est collective dans cette affaire : le port notamment doit renforcer ses mesures de sécurité et les transporteurs doivent veiller à mieux fermer leurs poids lourds.

## **Réactions : « S'il n'y a pas d'accident ou de mort d'ici là, ça ira »**

**Jean-Marc Puissesseau, président de la CCI Côte d'Opale, gestionnaire du port de Calais :** « Si le préfet annonce l'arrivée d'une demi-compagnie de CRS en renfort, je l'en félicite et l'en remercie. Il faut que le port puisse opérer en toute sécurité pour que les clients ne s'en aillent pas, que les marchandises ne soient pas souillées, dégradées ou même volées. Tout ce qui peut aller dans ce sens est une bonne chose. »

**L'usine Tioxide, propriétaire du site où est installée la jungle :** « Nous respectons la décision et l'autorité du préfet, néanmoins la situation actuelle est vraiment très difficile pour Tioxide, car il est de plus en plus difficile de gérer le nombre croissant de migrants qui mettent en danger leur propre sécurité ainsi que celle du site et ses activités. Par conséquent, l'évacuation doit avoir lieu dès que possible, pour la sécurité des migrants et des sites. »

**Catherine Guennoc, de l'association l'Auberge des migrants :** « C'est comme d'habitude. Le préfet s'est donné un petit répit et va proposer aux migrants de demander l'asile ou de retourner chez eux, alors que ce n'est pas du tout ce que ces gens veulent : ce qu'ils veulent, c'est du travail ! Ils veulent aller en Angleterre car ils croient (ou c'est un fait) que travailler au noir là-bas, c'est plus facile. Ils ne veulent surtout pas retourner chez eux car ils ont déjà dépensé tellement d'argent pour partir que leur honneur leur interdit de toute façon de rentrer chez eux ! Si on leur accordait l'asile en France en trois mois, peut-être qu'ils accepteraient, mais pas si ça prend deux ans ! Eux veulent travailler, c'est leur urgence ! Le seul élément positif dans l'annonce du préfet, c'est que les migrants ne seront pas expulsés demain et qu'on a deux ou trois semaines devant nous. Mais malgré tout, la situation est catastrophique ici dans la jungle. »

**Le propriétaire du squat de l'Impasse des Salines, Fabien Vandamme :** « S'il n'y a pas d'accident et pas de mort à cause des cuves d'hydrocarbures, ça ira. Sinon, ce serait bien dommage et tout le monde regrettera de ne pas avoir évacué plus tôt. Après, je suis bien conscient qu'il faut laisser le temps au temps et que le problème des migrants est complexe : personne n'a de solution, c'est un problème européen et même international. Malgré tout, s'il y a un accident sur le site, l'ancien exploitant Galloo sera responsable tout comme moi. J'ai déposé plainte et je m'exonère juridiquement, certes, mais je reste responsable moralement en cas d'accident. »

**Un militant No Border du squat Vandamme :** « On espère que les autorités vont accepter d'entrer en dialogue avec nous : on le leur demande depuis le début, mais jusqu'ici c'est toujours resté lettre morte. On va voir ces prochains jours ce que va proposer l'OFII en matière de demandes d'asile, si elles vont ou non être traitées en urgence, si c'est fait sérieusement et sur plusieurs semaines. Si c'est le cas, ça permettra d'instaurer un climat de confiance. »

« Libération », 7 août 2014

## Avec les migrants de Calais, au port de la crise de nerfs

Avec l'afflux inédit de nouveaux arrivants, les rixes et les tensions se multiplient. Autorités et ONG sont débordées, faute de moyens suffisants

par Stéphanie Maurice

Calais est débordé. La ville n'a jamais connu un tel afflux de migrants, 1 200 selon la préfecture. « *C'est cent nouveaux chaque semaine* », soupire un bénévole, sans que les passages clandestins vers l'Angleterre augmentent de manière significative. Un goulot d'étranglement. Alors, les tensions montent sur les habituels lieux de passage, où stationnent les camions en attente d'embarquement. Les migrants tentent tout pour s'y cacher, sur le toit, sous les essieux, dans la cargaison, en espérant ne pas être trouvés par les chiens, ou les détecteurs de CO<sub>2</sub>, qui captent toute respiration.

Trois rixes ont explosé en quarante-huit heures, entre dimanche et mardi. Les secours ont relevé en tout 69 blessés, dont un au pronostic vital engagé, évacué en hélicoptère vers le CHR de Lille. La plus violente des altercations, à coups de cailloux, de bâtons et de barres de fer, s'est tenue dans la nuit de lundi à mardi, avec 300 personnes impliquées. Les bénévoles en sont encore secoués. « *C'était vers 1 h 30 du matin. On voyait les gens en sang au bord de la route, on les montait comme on pouvait dans nos voitures pour les ramener aux pompiers* », témoigne un bénévole. « *Tout a commencé quand les migrants qui vivent près du fort Nieulay, principalement des Soudanais, et qui ont l'habitude de tenter le passage par le tunnel sous la Manche, ont décidé de passer par le port* », raconte Philippe Wannesson, qui tient [un blog militant sur la situation](#). Mais le parking où ils arrivent est déjà occupé par ceux d'un autre campement sauvage, celui de l'usine Tioxide, des Erythréens pour la plupart. La situation dégénère. C'est ensuite le cycle des repréailles qui s'enchaîne, pour garder la main sur ce territoire précieux, le parking Est du terminal portuaire, qui n'est pas sécurisé et n'est pas tenu par un réseau organisé. Ce qui veut dire des tentatives gratuites de passage vers l'Angleterre pour ces hommes désargentés.

### Schizophrénie

De fait, ce mardi soir, à la distribution de nourriture, les uns et les autres se regardent en chiens de faïence. Les CRS ne bronchent pas, dans leur armure de Kevlar noir. Leur présence, au milieu de l'esplanade caillouteuse, est un message clair : l'Etat français n'admettra pas de nouveaux incidents. Le serpent d'hommes s'allonge sous le soleil, dans l'attente des repas. Certains sont là depuis deux heures. Ils sont dans les 900, les bénévoles se tiennent tous les 30 mètres, vigilants, prêts à contenir tout débordement.

18 h 30, les plats arrivent. La file commence à bouger. Soudain, une explosion de violence, deux migrants s'empoignent, des cailloux volent. Une bénévole se précipite, calme le jeu. Une autre, la louche à la main, se désole toute seule : « *Mais ce n'est jamais comme cela d'habitude. Ils sont*

*toujours très polis, ne nous feraient jamais de mal* ». La distribution reprend, les plus fragiles, les femmes et les enfants, passent en premier. Les rations sont petites, une barquette avec des pâtes aux courgettes et aux carottes, et un morceau de pain.

Un responsable associatif lance à la cantonade aux journalistes rassemblés : « *Puisque vous êtes là, dites que nous avons besoin de dons, de nourriture, de chaussures de sport, et surtout d'eau, d'eau, d'eau* ». Les associations d'aide aux migrants sont à bout de souffle. Cécile Bossy, coordinatrice de la mission migrants littoral pour Médecins du monde, confirme : « *C'est énorme, ce que font les associations, mais elles ne peuvent pas fournir un tel volume. Un seul repas par jour, avec des portions divisées par deux car ils sont nombreux, ce n'est pas satisfaisant pour les migrants. Ils me disent qu'ils ont faim* ». Et soif. Dans les «jungles» de Calais, il n'y a pas de point d'eau, ils doivent souvent marcher une heure pour remplir bouteilles et jerricans. Devant la gare de Calais, deux hommes attendent le prochain train pour Paris, ils ne veulent pas rester plus longtemps. « *Il faut se battre pour tout, pour l'eau, pour manger* », disent-ils dans un mauvais anglais.

Calais a de plus en plus de mal à tenir sa schizophrénie habituelle : d'un côté les terrasses bondées du centre-ville, aux touristes anglais à la peau rougie par le soleil, qui se prélassent avant leur ferry, de l'autre les terrains vagues et les bosquets de la zone industrielle et portuaire, où les réfugiés du monde entier ont tracé leurs sentiers, à force de rejoindre chaque nuit les mêmes parkings. Et ceci depuis 2002, après la fermeture du centre de la Croix-Rouge à Sangatte.

### « **Flagrants délits** »

Le système est saturé, les migrants tentent désormais leur chance ouvertement, même en plein jour. Il faut se placer à la sortie de l'autoroute, face au port, pour comprendre la cartographie si particulière de cette frontière de l'espace Schengen qu'est Calais. La zone portuaire est enclose de hautes grilles, surmontées de rouleaux de barbelés, mais pour y accéder les camions sont obligés d'emprunter une seule rampe d'accès. Les jours d'affluence, ça bouchonne. Les migrants grimpent le talus, s'accrochent en masse à la remorque pour détourner l'attention du chauffeur, et deux ou trois en profitent pour ouvrir les portes, ou se glisser où ils peuvent. C'est la technique de la grappe, spectaculaire, mais peu efficace. Les gars sont repérés tout de suite.

Il vaut mieux, quand la nuit tombe, hanter le parking Est, de l'autre côté de la rocade, à côté de l'hoverport désaffecté, ou la station essence réservée aux poids lourds, dans la zone industrielle des Dunes. C'est là qu'ont essaimé les «jungles», à pied d'œuvre. La nuit est tombée, des petits groupes sac au dos, habillés chaudement, marchent à travers les terre-pleins, le long des routes, rôdent au cul des camions. « *Ce mardi, rien qu'à Loon-Plage, entre 6 heures et 11 heures du matin, on en a attrapé 17* », soupire Laurent Pouille, délégué syndical Unité-SGP police FO à la police aux frontières (PAF) : « *On est obligé de faire des flagrants délits, on remplit des paperasses et des paperasses, on les remet en liberté car ils sont inexpulsables, et le jeu recommence. Tout cela ne sert à rien* ».

« la Voix du Nord », 19 août 2014

## Calais : très peu de demandes d'asile parmi les centaines de migrants

Souvenez-vous, c'était début août : le préfet du Pas-de-Calais Denis Robin annonçait qu'il n'évacuerait pas tout de suite les deux plus gros campements de migrants de Calais (le squat Vandamme, en centre-ville, et la « jungle » sur le site de l'entreprise Tioxide). D'abord, Denis Robin allait mettre en place un dispositif spécial pour informer les migrants sur leurs possibilités de demandes d'asile, d'hébergement d'urgence et de retour dans leur pays

Quinze jours après cette annonce, la préfecture dresse un premier bilan. Les agents de l'État chargés d'informer les migrants « se rendent régulièrement sur les deux sites », explique-t-elle. « Ils ont rencontré 200 personnes : sur ces 200, 130 ont été reçues dans les bureaux de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (l'OFII, situé rue de Vic) pour un examen plus approfondi de leur situation. Une quarantaine d'entre elles ont déposé un dossier de demande d'asile, dont 25 qui, à leur demande, ont bénéficié d'un hébergement dans le département. » Ce dispositif, « toujours en cours », vise à expliquer aux migrants qu'il peut y avoir « des solutions pour eux » en France, avait affirmé Denis Robin début août. On ne peut s'empêcher de penser toutefois que le résultat de ces deux semaines est extrêmement faible si on le compare au nombre de migrants estimés actuellement dans le Calaisis (environ 1 200 selon la préfecture). Les exilés sont-ils mal informés par les agents de l'État ? Ou refusent-ils tout simplement de rester en France, persuadés qu'un meilleur avenir les attend en Angleterre ?

### Même scénario en juin

Pour rappel, Denis Robin avait déjà mis en place ce dispositif en juin, lorsque les migrants vivaient dans des squats du centre-ville et sur l'aire de distribution des repas. Quinze jours plus tard, le bilan tombait, maigrelet là encore : 115 migrants avaient répondu au dispositif, dont 80 qui devaient bénéficier d'un hébergement. Pour les autres, on connaît l'histoire : ils étaient 610 à être interpellés et emmenés dans des bus le 3 juillet lors des évacuations des campements (une majorité a été par la suite libérée). C'est ce même scénario qui attend prochainement les exilés de la « jungle » et du squat Vandamme.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/calais-tres-peu-de-demandes-d-asile-parmi-les-ia33b48581n2332719>

« le Nouvel Observateur », 28 août 2014

A Calais, chez les radicaux sans frontières  
par Denis Demonpion & Elsa Vigoureux

*Mouvance anar née en Allemagne, No Border milite pour que “la Terre soit à tout le monde”. Très actifs pour défendre à leur manière les réfugiés du Pas-de-Calais, ses activistes irritent et inquiètent les associations d'aide traditionnelles*

Voici leur dernière prise : un site industriel désaffecté, sis impasse des Salines à Calais. Les No Borders l'ont fortifié en ajoutant des barrières sur les murs. Ils l'ont décoré à coups de graffitis et de tags dénonçant un monde plein de frontières. A l'intérieur de ce squat forteresse, des centaines de réfugiés – des Soudanais, des Syriens, des Erythréens, des Irakiens et quelques Palestiniens. Tous attendent l'heure de donner une chance à leur vie, rejoindre l'Angleterre la nuit, sous un camion, ou par le tunnel sous la Manche. C'est parmi eux que les No Borders affichent leur lutte et leur vision radicale des choses. A Calais, ville portuaire qui connaît un afflux de migrants depuis une quinzaine d'années, ils sèment aussi le trouble. Et agacent les associations humanitaires officielles, qui tentent de soulager la misère des exilés. Devant les tentes fournies par Médecins du Monde, Martin (1), un grand blond souriant de 26 ans, joue au Frisbee. Il a six frères et sœurs, son père est directeur d'un centre de formation, sa mère était institutrice, « *la fibre humanitaire est dans la famille* ». « Conseiller municipal jeunes » à 17ans, militant dans les associations locales, Martin est devenu No Border en 2009, pour défendre « *un sentiment plus qu'une orientation poli-tique, une manière de voir le monde, et de penser ses frontières* ». Il milite et vit du RSA, tant qu'il peut. C'est un enfant du pays qui a grandi avec les migrants. Affable et rassurant, il rompt avec l'image de ces « *extrémistes gauchos* » dénoncés par certains chauffeurs de taxi et autres commerçants du centre-ville. Le mouvement No Border est né à la fin des années 1990, en Allemagne, lors d'un campement improvisé de militants alternatifs anonymes résolus à en finir avec les frontières.

Sur internet, ils ont tissé leur toile, de Cardiff à Rome, en passant par Madrid. « *C'est grâce à des échanges de mails entre amis, d'un pays à l'autre, que tout a commencé*, raconte Martin. *Nous sommes devenus un réseau géant.* » Avec pour ennemi numéro un « *la forteresse Europe* ». Et pour activité principale, le sabotage du travail « *des entreprises collaboratrices* », ou « *de la méchante Frontex* [l'agence européenne de contrôle des frontières extérieures, NDLR], explique le jeune homme. *On peut bloquer leur flotte avec des bateaux pneumatiques, ou encore s'enchaîner sous un bus pour empêcher la déportation de migrants* ». Des opérations dont le succès repose sur un fonctionnement obscur. Ni organisation ni hiérarchie, mais « *un noyau dur qui change souvent, notre force et notre limite à la fois* ». Le réseau s'est implanté à Calais, cinquième ville la plus pauvre de France, en 2009. Soit un an après l'élection de Natacha Bouchart, maire UMP, qui a mis fin à trente ans de communisme municipal. « *Il y avait trois cents activistes, et on faisait très peur à tout le monde* », se souvient Martin. Ils ont commencé par héberger vingt mineurs afghans dans un appartement de 20 mètres carrés, puis ils ont loué un hangar, d'où ils ont été expulsés par la police vingt-quatre heures plus tard. Et ils ont ouvert les premiers squats. Le mouvement s'appuie sur des militants « *qui, selon Martin, sont des médecins, des fonctionnaires, autant que des étudiants, des chômeurs* ». Quelques illuminés aussi. En témoignent ces mots, imprimés sur une plaque de fonte

fichée dans le bitume du squat : « *Nous sommes des No Borders/Nous brûlons de courage/Nous sommes des soldats de la lumière.* » Comme ces deux femmes « zadistes » de Notre-Dame-des-Landes (Zad : « Zone à Défendre » pour les militants, « Zone d'Aménagement différé » pour les autorités), qui débarquent de Nantes, la voiture remplie de kilos de pommes de terre et de courgettes cultivées sur le territoire dédié au projet d'aéroport international du Grand Ouest. Elles méprisent l'action humanitaire, « *parcequ'onpartagedes idées, nous, et pas seulement à manger* ». Elles détestent « *les journalistes, qui font partie du système* », celui où « *il faut passer son temps à gagner sa vie, pour mieux la perdre* ». Elles sont là, assises à l'écart des migrants, caméra autour du cou. Un brin parano, elles refusent de raconter leur vie, enchaînent les poncifs : « *On veut bâtir des ponts* » parce que « *la Terre est à tout le monde* ». Elles disent : « *C'est ça, être No Border. Nous sommes des activistes qui œuvrons dans le concret, et pas de ces militants qui font dans le prosélytisme.* » Souriant, Ali, 35 ans, n'est guère plus disert. Il se dit « *réfugié* », parle un anglais approximatif, refuse de révéler sa langue maternelle. D'où vient-il, alors ? « *De partout et nulle part.* » Il consent tout juste à confier qu'il a rejoint la mouvance en 2005. Pour qui ? Pourquoi ? Un sourire et l'œil noir pour toute réponse. Certains affirment qu'il est « *docteur en philosophie* ». On demande confirmation. Il se raidit, la question lui faisant l'effet d'un « *interrogatoire de police* ».

Cultivant le secret et pourtant très visible, le mouvement anarcho-liber-taire agace à Calais : « *Ce sont des gens qui ont débarqué d'Allemagne, d'Angleterre et d'ailleurs pour les vacances, et ils ont pris les maisons des vieilles dames pour y mettre des migrants qui n'ont rien demandé* », s'énerve Monique, Calaisienne de 67 ans. Les No Borders « *sont certes courageux, mais pas toujours très malins* », lâche Jeanne, de Salam, une association subventionnée par la ville, la Région et l'Etat. Dans son petit imperméable bleu, la militante de 88 ans sert des repas aux migrants depuis des décennies. Professeur d'éducation physique retraitée et ancienne élue communiste de la ville, elle reproche aux activistes « *des méthodes "y a qu'à, faut qu'on" qui attirent la police et ne servent pas les migrants* ».

Le jugement de Dominic, marin saisonnier anglais de 50 ans et adhérent de l'association l'Auberge des Migrants, est encore plus tranché : « *Les No Borders sont une nuisance. Ils essaient d'endoctriner les migrants, qui veulent juste aller en Grande-Bretagne* », affirme-t-il en encadrant la distribution des repas quai de la Moselle, face au port et aux cars de police. Stéphane, 20 ans, aux cheveux longs et bouclés, est étudiant en histoire et en russe. Il dispense des rudiments de français aux migrants installés dans le squat. Il préfère se tenir à distance « *des anarchistes, je suis plutôt communiste, enfin, compagnon de route, comme Simone de Beauvoir* ». S'ils ne se reconnaissent pas dans les No Borders, certains militants, comme Philippe Wannesson, auteur du blog « *Passeurs d'hospitalités* », voient une « *efficacité dans ce mouvement, qui a systématisé le "cop watching" [surveillance citoyenne de l'activité policière, NDLR] et permis en 2011 la dénonciation par le Défenseur des droits des violences policières sur les migrants à Calais* ».

Un avis que ne partage pas vraiment le ministre de l'Intérieur. Pour Bernard Cazeneuve, les No Borders « *sont les complices objectifs* » des passeurs, qui, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, font miroiter aux migrants démunis un passage outre-Manche hypothétique. Ce sont « *des activistes d'extrême gauche qui utilisent les migrants pour servir leur cause, renchérit Emmanuel Agius, premier adjoint au maire. Des voyous qui ont investi et saccagé la maison d'une octogénaire hospitalisée pour y héberger des migrants ! Des gens de bonne famille qui connaissent le*

*droit sur le bout des ongles pour mieux contourner la loi* ». C'est vrai, concède Jeanne, « *les No Borders savent y faire quand il s'agit d'ouvrir un squat* ».

En cas d'interpellation, ils refusent systématiquement de décliner leur identité et de se soumettre à l'identification par l'ADN. Ainsi, la justice, ne sachant pas à qui elle a affaire, finit toujours par abandonner les poursuites. En octobre dernier, la maire, Natacha Bouchart, a invité sur Face-book les Calaisiens à dénoncer les squats de migrants dans la ville. Un mois plus tard, Kevin Rèche, nationaliste revendiqué de 20 ans, a fondé Sauvons Calais, un collectif de lutte contre les No Borders et l'immigration. Le 28 juillet, la présidente d'une association d'aide aux migrants a failli être enlevée dans la rue. Elle a écrit : « *Mes agresseurs étaient clairs : "Salope, pute à migrants!", ou encore "Va baiser tes négros!"* » La préfecture du Nord-Pas-de-Calais compte 1 200 migrants cette année, contre 300 en 2013. Le 7 septembre, Sauvons Calais manifesterà. La tension est donc extrême dans la ville. Les No Borders disent que « *ça va être chaud* ». Et le ministre de l'Intérieur les a en ligne de mire.

« Nord Littoral », 3 septembre 2014

## Jacky Hénin prête une salle aux No Borders

*L'ancien maire communiste Jacky Hénin a décidé de prêter les anciens locaux de la section locale du PCF aux activistes No Border*

*« Non, ce n'est pas un squat qui a été pris d'assaut, corrige Philippe Mignonet. C'est Jacky Hénin qui a ouvert ses portes aux No Borders. Enfin, c'est ce qui m'a été rapporté ». L'adjoint en charge de la Sécurité a appris lundi la présence d'activistes dans l'ancien local du Parti communiste, à l'angle du boulevard La Fayette et de la rue de L'Espérance.*

Depuis au moins vendredi, quelques activistes No Borders et des jeunes Européens se réunissent dans les anciens locaux de la section locale du PCF. Jacky Hénin confirme avoir prêté cette salle aux militants. *« Ça me semble logique. Ils me demandent une salle pour se réunir, pour s'organiser, discuter entre eux. Je ne vois pas pourquoi je ne prêterais pas la salle ! »,* lâche d'emblée l'ancien député européen et actuel conseiller municipal de l'opposition avant d'en profiter pour tacler la municipalité : *« Si la ville leur prêtait une salle ! À chaque fois qu'ils ont demandé pour organiser des débats, ils n'ont pas pu avoir de salle ».*

No Border apporte son aide aux migrants. Et Jacky Hénin souligne pourquoi il a accepté le prêt de cette salle : *« Quand des gens essayent de faire des choses pour être utiles aux autres... Ils ont les clés depuis vendredi ».*

### **Un réseau de jeunes européens à l'initiative des rencontres**

Vendredi matin, l'ancien maire communiste s'est donc rendu sur place, pour rencontrer les activistes. *« J'ai vu comment ils organisent leur travail sous forme d'ateliers »,* explique-t-il tout en précisant, *« ne pas se mêler de leur organisation ».*

Si des activistes No Border sont effectivement présents à ces rencontres, l'initiative vient d'un autre réseau de jeunes européens : EYFA (European Youth For Action). Lisa, de EYFA, explique ce qui est organisé derrière les portes de l'ancien local du PCF : *« On fait des rencontres de jeunes Européens, sur les problématiques du racisme, de la migration. On partage sur comment la migration est venue, comment l'asile fonctionne... ».* Des thématiques présentes à Calais. Elle développe : *« Nous avons invité No Border ».* Et elle souligne que d'autres thématiques ont aussi été abordées, comme celle de *« la crise du logement ».*

La police municipale s'est rendue sur place. Elle a fait dresser une main courante sur laquelle elle note effectivement la *« présence de deux personnes et d'un chien »*, rapporte Philippe Mignonet.

Du côté des riverains, la présence des jeunes a été remarquée. *« Je suis rentré dimanche et il y avait du monde »,* affirme un voisin. *« Du moment qu'il n'y a pas de bagarre, ça ne me gêne pas. On a un peu parlé des réfugiés, mais je ne sais pas ce qu'ils font ».* A quelques jours de la manifestation envisagée par le collectif Calais, ces rencontres se sont voulues discrètes, par prudence visiblement.

La manifestation, dont la demande n'a pas encore été transmise à la sous-préfecture, pouvant probablement amener la présence de groupuscules d'extrême droite qui pourraient vouloir en découdre avec les militants proches des migrants.

<http://www.nordlittoral.fr/calais/jacky-henin-prete-une-salle-aux-no-borders-ia10b0n135972>

« la Voix du Nord », 13 septembre 2014

## Calais : dans la courée du squat Blériot, soumis à expulsion depuis vendredi

Un énième squat sera évacué incessamment sous peu. L'avis d'expulsion a été collé sur la façade. Cette fois, l'habitation squattée se trouve au 153 avenue Blériot à Calais, là où vivent au moins une quarantaine de migrants

par Chloé Tisserand

C'est la même rengaine avec des acteurs identiques : l'errant exilé qui cherche un abri, le propriétaire d'une maison vétuste et la justice. Squat rue Victor-Hugo, rue Auber, rue Masséna... aujourd'hui au tour du squat au 153 avenue Blériot, installé dans une toute petite maison, de faire l'objet d'un arrêté d'expulsion. « *Il n'y a pas besoin de le voir pour savoir où il se trouve, il suffit de suivre l'odeur* », lâche un riverain. Des petits nuages de moustiques volent au-dessus de la courée du squat. Les émanations de l'insalubrité imprègnent les narines, le manque d'eau, de toilettes, le linge pend sur les fils électriques non alimentés, des morceaux de baguettes pourrissent dans des poêles. Un abri-taudis pour une quarantaine de migrants, dont une quinzaine de mineurs, qui n'ont que cette option s'ils ne veulent pas finir zone des Dunes, dehors. Ce samedi matin, ils étaient entassés sur des canapés de récupération, de vieux matelas, certains, probablement « les chefs » dormaient dans un mélange d'air humide et confiné sous la sous-pente donnant dans le jardin. La porte d'entrée de la cour a été cassée et les migrants ont dû mettre un rideau pour garder un peu d'intimité malgré la promiscuité.

Les têtes s'inclinent, les regards sont déconfits à la lecture de l'arrêté d'expulsion qu'un bénévole tente tant bien que mal de traduire en italien. « *Ils ne comprennent pas le français, ni l'anglais, ils sont Égyptiens* », précise-t-il. Le fait qu'il répète ce qu'ils ont appris la veille déjà n'adoucit rien. Leurs visages traduisent toujours l'inquiétude : où iront-ils après ? « *Je suis pour l'expulsion !* », lance un riverain de la rue Rubens. « *Tout le monde est contre eux dans le quartier* », constate une habitante qui apporte de l'eau aux exilés et recharge leur portable. Ce que faisait un commerçant : « *J'ai fini par arrêter parce qu'après ça devient systématique. Je pense que ce qui dérange les gens, c'est qu'ils sont plus nombreux.* » Car le squat avenue de Blériot, qui existe depuis au moins un an, était resté plutôt discret et n'avait pas fait de vague au moment des démantèlements ces derniers mois. Pas plus de dix migrants y vivaient selon le commerçant qui souligne que depuis un mois, ils sont au moins une quarantaine. L'intérieur de la maison, qualifié « *d'archaïque* » par le commerçant, était déjà en état d'abandon. Aujourd'hui, le propriétaire veut récupérer son bien. « *Je sais bien qu'ils sont malheureux mais on n'en veut pas et l'Angleterre non plus* », témoigne le riverain de la rue Rubens. « *Les migrants sont encore abasourdis par le fait que la décision d'expulsion soit immédiate* », témoigne le bénévole.

### Expulsion imminente

Vendredi, un arrêté d'expulsion a été déposé sur la façade du squat situé au 153 avenue Blériot. Le document a été signé par le vice-président du tribunal d'instance Jean-François Le Pouliquen. Il est demandé « une libération des lieux » au risque dans le cas contraire d'une « expulsion des

personnes occupant les lieux ». L'habitation était mise en location par son propriétaire Bruno Declémy, un Calaisien. Il a déposé une plainte auprès des services de la police de l'air et des frontières de Coquelles. L'huissier s'est rendu sur place cet été.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/calais-dans-la-couree-du-squat-bleriot-soumis-a-ia33b48581n2377060>

« Nord Littoral », 18 septembre 2014

## La LDH cible « Sauvons Calais »

par Julie Hamez

Des propos racistes, une attitude provocatrice : le collectif Sauvons Calais inquiète les Calaisiens, Christiane Taubira, mais pas que. La ligue des Droits de l'Homme vient à son tour de déposer plainte contre le groupuscule, mené par Kévin Réche...

*« Cette plainte concerne des propos tenus sur la place de l'Hôtel de ville dimanche 7 septembre, mais aussi les commentaires que l'on trouve sur leur page facebook »,* explique Joël Loeuilleux, président de la section de la ligue des Droits de l'Homme de Calais.

Une plainte déposée par le bureau national, à l'initiative de l'antenne locale. *« Nous avons lu ces propos dans la presse, visionné des émissions de télévision : nous avons donc sollicité Paris et pris la décision d'entamer une procédure judiciaire ».*

### « Une balle et c'est réglé ! »

Depuis sa naissance, le collectif Sauvons Calais ne cesse de se radicaliser. La ligue des Droits de l'Homme commence d'ailleurs à s'inquiéter au moment de l'affaire du « squat de Coulogne ». À l'époque déjà, Joël Loeuilleux alerte le bureau national. *« J'avais même eu le substitut du procureur du tribunal de Boulogne-sur-Mer au téléphone. Mais la police n'avait pas établi de rapport... ».*

La Ligue des Droits de l'Homme de Calais reconnaît qu'aujourd'hui, leur attitude a encore franchi un cap. *« Avant, ils se contentaient de faire des allusions. Maintenant, ils tiennent des propos extrêmes. Par ailleurs, ils manipulent certaines personnes et les mettent en danger physique et psychique ».*

Une plainte, donc, pour tenter de calmer les ardeurs, de limiter les effets néfastes du collectif. *« Si on ne réagit pas, on les encourage à persévérer. Et un type qui porte une croix gammée tatouée sur le torse, c'est inquiétant. Déjà à cette époque, le parquet aurait dû réagir ».*

À Calais, la situation se tend mais reste dans l'impasse. Les migrants sont toujours plus nombreux, et leur révolte fait les choux gras des extrêmes et des membres de Sauvons Calais. Généralités, stigmatisations : le moindre incident déclenche aussitôt une avalanche de commentaires souvent nauséabonds sur les réseaux sociaux. Et si les modérateurs tentent de supprimer les propos les plus extrêmes, d'autres leur passent régulièrement sous le nez : *« Foutons-les dehors bordel de merde »,* ou encore : *« un migrant dans ton jardin ? Tu sors le fusil, une balle et c'est réglé ! ».*

La ligue des Droits de l'Homme remarque qu'à Calais, *« personne n'avait jamais tenu ouvertement de propos de rejet envers des personnes différentes, avant la formation de ce groupuscule. Ça devient vraiment grave ».* L'inquiétude de Joël Loeuilleux : que l'histoire se reproduise. *« Ce que je vois, ce que j'entends me rappelle les années 1930-1940. »* Et d'ajouter : *« la peste brune était en répit. Nous devons éviter qu'elle ne se réveille ».*

<http://www.nordlittoral.fr/fait-divers-justice/la-ldh-cible-sauvons-calais-ia0b0n139407>

« la Voix du Nord », 21 septembre 2014

## Des migrants jouent au foot sans autorisation : la mairie de Calais porte plainte

Une soixantaine de migrants se sont retrouvés dimanche, comme tous les dimanches depuis environ deux ans, sur un terrain de la Citadelle, à Calais, pour y jouer au football

par Bruno Mallet

Le dimanche précédent, trois élus, un huissier et des policiers étaient intervenus pour tenter de mettre fin à la partie. Ce dimanche, pas de policiers, mais un élu et un huissier, de nouveau, sont venus constater l'occupation du terrain. *« Ces terrains sont gérés par l'office municipal des sports et ne sont pas en libre accès, répète Philippe Mignonet, adjoint au maire. Jérémie Jacquemin (le militant qui encadre ces rencontres de football) a formulé cette semaine une demande d'utilisation. Elle lui a été refusée, nous lui avons indiqué les terrains en libre accès. Ils viennent quand même jouer, c'est une nouvelle provocation de la part de ces militants. Nous allons porter plainte. »*

Du côté des militants, on regrette ce qui est considéré comme un acharnement municipal : *« On ne dérange personne, il n'y a jamais eu le moindre problème depuis deux ans, c'est un moment de répit pour les migrants, explique Jérémie Jacquemin. Nous n'avons toujours pas vu le document officiel qui interdit la pratique du foot à cet endroit. Et puis, j'aurais bien aimé que la municipalité envoie aussi un huissier le jour de la manifestation de Sauvons Calais. »* Cette manifestation d'extrême-droite, tenue le 7 septembre au pied de l'hôtel de ville, avait été autorisée par la préfecture.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/des-migrants-jouent-au-foot-sans-autorisation-la-mairie-ia33b48581n2392147>

« la Voix du Nord », 22 septembre 2014

## Calais : la mairie peut difficilement empêcher les matchs de migrants à la Citadelle

La Ville de Calais s'oppose depuis quinze jours à la tenue de matchs de foot avec les migrants à la Citadelle le dimanche. Mais peut-elle vraiment empêcher qu'ils aient lieu ? Pas sûr...

On a voulu savoir, d'abord, si la Ville avait déposé plainte contre les migrants et leurs soutiens, après le match de dimanche. C'est [ce qu'avait annoncé](#) l'adjoint à la sécurité Philippe Mignonet. Mais lundi, impossible de joindre l' élu sur le sujet. Le premier adjoint Emmanuel Agius et la maire Natacha Bouchart n'ont pas non plus répondu à nos sollicitations. La police de Calais, jointe ce lundi soir, n'avait en tout cas été saisie d'aucune plainte.

L'autre question consistait à savoir quelle est la réglementation en vigueur sur ce terrain de foot de la Citadelle : un panneau apposé par la Ville il y a quelques jours devant le terrain indique un numéro de téléphone pour avoir plus de renseignements. Il s'agit en fait du service des sports de la municipalité. Lequel, une fois contacté, répond qu'il transmettra la réglementation en vigueur « *uniquement si le cabinet de la maire donne son accord* ».

Pas de plainte, donc, ni de réglementation pour l'instant. Tout juste sait-on qu'un huissier est à nouveau passé sur les lieux dimanche en compagnie de Philippe Mignonet, pour constater l'occupation du terrain.

### « Un problème purement municipal »

D'après le commissaire-adjoint de Calais Michel Soistier, il sera de toute façon compliqué d'évacuer les joueurs : « *Pour qu'il s'agisse d'une entrée par effraction, il faut que la porte soit verrouillée, ce qui n'est pas le cas. On se situe davantage face à une occupation illicite, tout en sachant que le caractère sporadique de ces matchs est bien plus compliqué à traiter que l'occupation d'un terrain pendant trois semaines par les gens du voyage, par exemple ! Il faudrait d'ailleurs, pour qu'il y ait recours à la force publique, que le sous-préfet saisi par l'huissier estime qu'une telle intervention est nécessaire.* »

Pour le sous-préfet de Calais, on est avant tout, dans cette affaire, « *face à un problème purement municipal* ». Denis Gaudin est bien entendu « *au courant* » de la situation, mais il rappelle qu'il a des situations bien plus problématiques à gérer actuellement à Calais, en particulier la présence des migrants près du port. Par ailleurs, dans ce dossier, non seulement il faut une plainte pour agir, « *mais une plainte ne peut pas être traitée immédiatement par la police*, ajoute Denis Gaudin. *Tout cela passe par des procédures en justice et prend du temps.* »

<http://www.lavoixdunord.fr/region/calais-la-mairie-peut-difficilement-empêcher-les-matchs-ia33b48581n2394304>

« la Voix du Nord », 24 septembre 2014

## Calais : un expert en « visite » au squat Vandamme pour évaluer sa dangerosité

Le préfet du Pas-de-Calais peut décider à tout moment d'expulser le squat Vandamme, où vivent actuellement environ 200 migrants. De leur côté, les occupants tentent d'obtenir un délai avant évacuation. C'est dans ce cadre qu'un expert mandaté par la justice s'est déplacé sur les lieux ce mercredi...

On connaît tous la réponse : oui, le squat Vandamme est dangereux pour ses occupants. Les soutiens aux migrants ont beau limiter les dangers en fermant par exemple les accès les plus sensibles de cette ancienne usine, il n'empêche. « C'est un squat, pas un palace, note leur avocate, Marie-Hélène Calonne. Forcément que ça n'est pas adapté. » Les propriétaires mettent en avant la dangerosité du site pour demander une expulsion au plus vite. « Il pourrait y avoir un incendie. Si quelque chose arrive, nous sommes responsables ! », a réagi à son tour leur avocate.

Un expert mandaté par la justice a donc passé plus d'une heure trente sur place ce mercredi pour déterminer quels étaient les risques à y vivre. Accompagné par les avocats, la presse et de nombreux militants, il a visité chaque pièce, prenant soin d'ailleurs de ne pas réveiller les exilés qui étaient endormis. Jean-François David a inspecté les installations électriques, observé une cuve vide « flottant sur un mélange de fioul et d'eau », photographié le camion de la Ville qui, chaque jour, passe pour ramasser les déchets... Il rendra son avis d'ici quelques jours à la juge d'exécution des peines, laquelle décidera ensuite si elle accorde un délai aux occupants avant l'expulsion. Elle peut par exemple décider de leur accorder trois mois de délai, durant lesquels les forces de l'ordre ne pourront pas évacuer les lieux. Sa décision devrait être connue durant la deuxième quinzaine d'octobre.

Mais d'ici là, le préfet peut tout à fait décider d'expulser le squat Vandamme, conformément à l'ordonnance rendue par le tribunal fin juillet. Denis Robin n'a jamais dit clairement s'il allait faire évacuer les lieux. Mais d'après les associations qui l'ont rencontré lundi, il ne fera pas expulser le squat sans avoir d'abord mis en place l'accueil de jour. Soit pas avant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

La juge d'exécution des peines visitera elle-même le squat ce jeudi après-midi.

### Dates

- 12 juillet : À l'issue d'une manifestation de soutien aux migrants, des militants annoncent qu'ils occupent le squat Vandamme, de 12 000 m<sup>2</sup>.

- 24 juillet : Le tribunal d'instance de Calais ordonne l'expulsion du squat. Dans le même temps, les militants saisissent le juge d'exécution des peines pour demander un délai.

<http://www.lavoixdunord.fr/region/calais-un-expert-en-visite-au-squat-vandamme-pour-ia33b48581n2397852>

« Paris Match », 25 septembre 2014

## Calais : partir à tout prix

par Michel Peyrard

Cette nuit, Yonas ne tentera pas de « passer ». Comme pour s'excuser, le jeune Erythréen murmure qu'il a « un peu mal à la tête ». Son visage, boursoufflé par l'œdème, dit plutôt qu'il souffre le martyr. Hier soir, tandis qu'il se glissait sans payer la dîme sur un parking de poids lourds contrôlé par la mafia kurde, il a été surpris par un des passeurs. Le coup de couteau lui a labouré le crâne, et la plaie s'est infectée. « Il a eu de la chance », estime son ami Biniam, un ingénieur affable et cultivé de 27 ans. « Parce que le Kurde avait aussi un pistolet... » Ce soir, la zone industrielle des Dunes, surnommée « la Jungle » par les migrants, a des allures de camp retranché hébergeant une armée en déroute. Autour des feux de bivouac, des soldats découragés soignent leurs blessures : foulures provoquées par des chutes depuis le haut des camions, plaies occasionnées par des chargements mal arrimés, hématomes fleuris sous les coups de matraque des forces de l'ordre. Les hommes ont surtout le moral en berne. « Cela fait longtemps que je n'ai pas entendu dire qu'un des nôtres est passé, et pourtant nous essayons tous les jours », constate tristement Biniam. A travers les rares bosquets, on aperçoit les hautes cheminées de l'usine Tioxide, un site classé Seveso, et plus loin les lumières du port de Calais. Les côtes de la Grande-Bretagne, que tous considèrent, souvent à tort, comme un eldorado, sont à une encablure : 25 petits kilomètres, un supplice de Tantale pour eux qui en ont parcouru des milliers, et dans les pires conditions. Jamais pourtant ils n'ont été si nombreux à se presser, oscillant entre espoir et exaspération, dans ce goulot d'étranglement qu'est devenu Calais. Ici, il y a toujours eu « ceux qui passent » et les autres, condamnés pour un temps à la cale sèche. Mais avec une centaine de nouveaux arrivants chaque semaine, sans qu'augmente le contingent des passages clandestins vers l'Angleterre, une cohorte de migrants désespérés, privés de repères et d'illusions, hante désormais la ville.

18 heures. C'est le moment où, à quelques centaines de mètres de la Jungle, Brigitte Lips commence à distribuer des tickets au portail de son pavillon coquet. Aujourd'hui, il y en a 43, qui correspondent à autant de téléphones portables qu'elle met en charge avec force rallonges et multiprises. En douze ans, cette animatrice en grande surface, que les migrants surnomment « Mamy », a vu passer des milliers de réfugiés. Elle connaît bien l'abattement qui les paralyse quand, après de longs mois de tentatives infructueuses, leur pécule, souvent les économies de toute une famille, s'épuise. « Vient un moment où ils sont psychologiquement en danger. » Alors, quand l'angoisse et la culpabilité vis-à-vis des parents restés au pays deviennent trop fortes, Mamy ne se contente plus de recharger les portables et d'approvisionner en eau les ombres qui arpentent la rue. Elle les fait entrer, pour une douche, un casse-croûte, et l'errance porte dès lors un nom. Celui de Samy, un jeune Erythréen chrétien qui « est passé » un dimanche soir, alors que, le matin même, le découvrant au bout du rouleau, elle l'avait emmené à la messe à l'église Saint-Benoît pour lui redonner le moral. Ou celui d'Aman, autre Africain de l'Est, devenu radiologue à Birmingham. Quand le téléphone sonne et que Brigitte reconnaît l'indicatif de l'Angleterre, elle se réjouit

toujours. Mais, ces derniers temps, la sonnerie se fait rare. « C'est l'effet du nombre. Il y a quelques mois encore, ils étaient 400. Aujourd'hui, ils sont près de 1 500. La concurrence est rude, et les tentatives plus désordonnées. » Sur la même route de Gravelines, Jean-Loup, le patron du café des Dunes, fait le même constat. Tous les soirs, quand le signal de sa « box » devient imperceptible, il sait que quelques dizaines de clandestins viennent de la pirater. Il n'en fait pas grand cas, même s'il regrette « le temps où les passeurs organisaient leurs troupes et que les migrants n'étaient pas livrés à eux-mêmes ».

### **Malgré 16 % de chômeurs, Calais a l'hospitalité rivée au cœur**

Depuis la fermeture du centre de la Croix-Rouge à Sangatte, un système s'était mis en place, fondé sur le non-dit. Il permettait le passage vaille que vaille de clandestins vers une Grande-Bretagne avide d'une main-d'œuvre bon marché parce qu'illégale. Mais Calais est le miroir des lignes de fracture qui parcourent un monde bousculé. Après les Kosovars, les Albanais, les Kurdes, les Afghans, les Egyptiens et les Syriens, c'est désormais au tour des Africains de l'Est d'échouer, après un périple éprouvant, au pied du célèbre beffroi. Dans la Jungle comme dans les squats de Calais, c'est l'argent qui a toujours décidé des lendemains qui chantent. « Si tu disposes de 1000 à 1500 euros, résume Khaled, qui se défend d'être passeur mais connaît toutes les subtilités du business, on te propose un "forfait" qui prévoit quelques tentatives sur des parkings efficaces, comme celui de Transmark, mais dans un temps limité. Si tu as 5 000 euros, alors tu as droit à un passage assuré, par exemple dans le coffre d'un voyageur français. En fait, tout se monnaie, et surtout la connaissance du terrain : l'angle mort d'une caméra comme une clôture endommagée. »

Ce système, rodé par les passeurs afghans, puis par les Kurdes, est arrivé à saturation. Les Africains de l'Est, qui ne disposent ni de l'argent ni des filières, l'ont fait voler en éclats. Chaque mercredi et chaque jeudi, jours d'affluence du trafic de fret, ils investissent en masse la rocade d'accès au port, en plein jour, comptant sur le nombre pour détourner l'attention des routiers. La technique est aussi spectaculaire qu'inefficace. Elle a seulement pour effet d'exacerber les tensions avec les autres communautés, plus structurées. Et de mettre au supplice les associations de bénévoles qui - s'efforcent de servir chaque soir un repas à la multitude, dans un climat tendu, ponctué de rixes et de règlements de comptes. « Les migrants ont toujours fait partie de notre histoire », explique Sabrina, une volontaire de Salam qui, quotidiennement, épluche 400 kilos de pommes de terre pour fournir plus de 1 000 rations. Noémie, sa fille, est sur le point d'épouser Faiz, un ex-membre de l'armée afghane évadé des geôles des talibans qui l'avaient capturé près de Jalalabad, et que sa fuite a, un jour, conduit à Calais. « Mais nous sommes au bord de la rupture et il m'arrive parfois d'avoir peur, tant les bagarres entre migrants peuvent être violentes. Longtemps, on les a surnommées "les ombres". On ne les voyait pas, ils étaient discrets, polis, disciplinés. Aujourd'hui, les ombres ne veulent plus payer. Et cela horripile le passeur qui, lui, est propre, sent bon, a des chaussures à 300 euros et veut surtout que rien ne change. »

**« Le passeur, lui, est propre, il a des chaussures à 300 euros et veut surtout que rien ne change »**

Les Calaisiens ont l'hospitalité rivée au cœur. Avec 16 % de chômeurs, dans un des bassins

d'agglomération qui comptent parmi les plus pauvres de France, ils savent ce qu'est la misère. En dépit de ce qu'ils nomment pudiquement « quelques désagréments », rares sont ceux qui stigmatisent les migrants. L'apparition d'une association baptisée « Sauvons Calais », animée par quelques nationalistes imberbes, n'a récemment réuni que 300 excités, la plupart venus de la région parisienne. En dépit de ses rodomontades, Kevin Reche, son chef de 20 ans, que nous avons rencontré, suscite moins la crainte que la compassion. Mais les acteurs de la vie économique s'inquiètent de ce climat délétère. Le port enregistre une baisse de trafic du fret. François Polley, transporteur et logisticien calaisien, gère le parking sécurisé Transmark, où 250 poids lourds en moyenne, souvent en provenance des pays de l'Est, font escale avant de transiter vers la Grande-Bretagne. Quatre hectares ultra-sécurisés, hérissés d'un grillage et d'une triple rangée de barbelés, surveillés par 18 caméras, où chaque camion entrant est inspecté par un maître-chien. « Cette année, explique-t-il, j'en suis à 37 000 euros de pose de barbelés supplémentaires. Car il ne se passe pas une semaine sans que nous ayons de nouvelles intrusions. »

Dans sa ville au bord de la crise de nerfs, Natacha Bouchart, la maire UMP, fille d'immigrés arméniens et polonais, veut croire que l'accord franco-britannique annoncé pour « sécuriser le port de Calais » fera effet. « Parce que, compte tenu du contexte international et des vingt prochaines années agitées qui nous attendent, continuer à fermer les yeux à l'échelle de l'Europe équivaut à un suicide. » Au sortir de la mairie, sur le parvis de la gare, j'ai croisé par hasard Biniam, le jeune - ingénieur érythréen rencontré une semaine plus tôt dans la Jungle. Après deux ans de voyage depuis Asmara, la capitale, via le Soudan, le Sahara et la Libye, une traversée périlleuse jusqu'à Lampedusa, durant laquelle il a perdu 16 amis, quatre mois passés à Calais et sept tentatives déjouées pour rejoindre l'Angleterre (« Chaque fois dénoncé par les chiens détecteurs des douanes britanniques »), une « excursion » forcée organisée par les policiers français aux confins de la Belgique (soit quatorze heures de trajet, retour à pied), deux séjours à l'hôpital pour une foulure et quelques coups de matraque, Biniam a décidé de visiter d'autres contrées. « Nous partons à quelques-uns pour Paris puis la Suède, annonce-t-il joyeusement. Je n'ai pas risqué aussi souvent ma vie pour mourir à Calais. » Avant d'embarquer, le garçon aux yeux lumineux se retourne une dernière fois : « S'il vous plaît, dites aux Calaisiens que ce sont des gens formidables. » Dont acte.

<http://www.parismatch.com/Actu/Societe/Calais-partir-a-tout-prix-599036>

« la Voix du Nord », 3 octobre 2014

## Téteghem: le camp de migrants sera évacué dans trois semaines

D'ici trois semaines, le camp de migrants situé près du lac de Téteghem n'existera plus. Un autre camp sera aménagé près de la route de la 32e-DI pour accueillir cinquante migrants. Pas un de plus. « Aujourd'hui, ils sont 200, dont de nombreux passeurs, c'est inacceptable », justifie le maire

par Olivier Dufourg

Effrayé par le nombre croissant de migrants convergeant vers sa commune, « soit une dizaine de plus chaque semaine depuis juin », le maire, Franck Dhersin, vient de rencontrer Henri Jean, sous-préfet, Patrice Vergriete, président de la communauté urbaine, et Éric Fouard, procureur de la République. « J'avais accepté d'accueillir cinquante migrants, aujourd'hui, ils sont deux cents. La situation est devenue inacceptable », souligne l' élu. Mais de bien insister : « Le problème, ce ne sont pas les migrants, mais les passeurs, ces négriers des temps modernes, qui sont de plus en plus nombreux. D'ailleurs, même les associations qui vont régulièrement sur place disent ne plus se sentir en sécurité. »

En s'y rendant lui-même, Franck Dhersin dit avoir été effaré par l'état des lieux : « Il y a clairement un problème de pollution car j'ai vu sept carrosseries complètement désossées et quatre camps distincts avec des immondices partout. » D'où la réunion avec le sous-préfet, suivie d'une deuxième, ce mardi, avec le Carrefour des solidarités et Médecins du monde, qui ont abouti à une décision : démonter le camp actuel et en aménager un autre près de la route du 32e-DI. « Tout le monde s'est dit d'accord pour intervenir dans les trois semaines », assure Franck Dhersin.

D'ici fin octobre, le camp actuel sera dépollué, tandis que les associations de bénévoles prépareront le déménagement vers un autre terrain qui sera conçu pour n'accueillir que cinquante personnes.

Quid des autres migrants ? À ce jour, la question demeure sans réponse.

### Un camp « trois étoiles »

« Le problème, ce sont les passeurs, pas les migrants, avec qui nous n'avons aucun ou alors vraiment très peu de problèmes de délinquance », martèle le maire de Téteghem, Franck Dhersin. De plus en plus nombreux selon l' élu, ces passeurs sèment bien souvent la terreur dans les camps, exploitant ainsi la misère humaine. « Dans le camp de Téteghem, on ne trouve par exemple pas d'Érythréens, reprend Franck Dhersin. Ces gens sont trop pauvres pour ce camp, qui est en quelque sorte un hôtel trois étoiles pour eux. »

En clair ? « Les migrants qui sont à Téteghem peuvent être assimilés à des personnes appartenant à la catégorie socio-professionnelle CSP+. Elles sont en général très cultivées, parlent plusieurs langues et peuvent payer leur séjour dans le camp, ainsi que leur passage vers l'Angleterre », répond Franck Dhersin.

Si le camp de Tétéghem est réellement considéré comme un établissement « trois étoiles » par les migrants, on imagine alors les conditions de vie épouvantables des Érythréens dans leurs propres camps...

Reste le parcours. Pour se rendre de l'autre côté de la Manche, vers l'Eldorado anglais, les migrants empruntent en fait des itinéraires très différents. « *Ceux qui se trouvent à Tétéghem ne transitent jamais par Calais, mais par Jabbeke, en Belgique, puis les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Norvège, avant de redescendre vers l'Angleterre !* », illustre Franck Dhersin, qui ne voit malheureusement qu'une solution pour que ce triste phénomène ne cesse un jour : « *Que les guerres s'arrêtent afin que ces pauvres gens cessent de fuir leurs pays.* » Autant dire, pas demain la veille...

## Quelques chiffres

- **10** : Le nombre de migrants supplémentaires qui, selon le maire de Tétéghem, Franck Dhersin, convergent chaque jour depuis juin vers le camp implanté aux abords du lac.

- **180** : En hectares, la superficie du site du lac de Tétéghem. « *Aujourd'hui, on y trouve 200 migrants. Vu la surface, si on ne fait rien, ils pourraient être 1 000 !* »

- **200** : Le nombre de migrants aujourd'hui installés dans le camp situé aux abords du lac de Tétéghem. Il s'agit de Kurdes, d'Irakiens, de Syriens, d'Iraniens, et même, de quelques Vietnamiens.

- **2 000 à 5 000** : En euros, la somme dépensée par un migrant pour quitter son pays d'origine et tenter de rejoindre, via un réseau de passeurs, l'Eldorado anglais. Un long périple qui transite souvent par la Belgique et les pays scandinaves (Danemark, Suède et Norvège).

<http://www.lavoixdunord.fr/region/teteghem-le-camp-de-migrants-sera-evacue-dans-trois-semaines-ia17b47622n2415454>